CIRDI
Quinzième rapport annuel 1980/1981

Table des matières

<table>
<thead>
<tr>
<th>Section</th>
<th>Page</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Lettre de transmission</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>Changements dans l’organisation</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>Membres</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>Activités promotionnelles</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>Différends soumis au Centre</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>Finances</td>
<td>4</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Annexes

1. Liste des États contractants et signataires de la Convention ........................................ 5
2. Membres du Conseil administratif et principaux fonctionnaires du Centre ............................ 7
3. Listes de conciliateurs et d’arbitres ....................................................... 8
4. Dispositions relatives au CIRDI dans les accords internationaux et les lois nationales relatives aux investissements ........................................ 19
5. Résolutions du Conseil administratif .............................. 29
6. Procédures d’arbitrage .......................................................... 30
7. États financiers ............................................................... 44
8. Publications du CIRDI ........................................................... 46
Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements

le 17 août 1981

Monsieur le Président,

Conformément aux dispositions de l'article 4(4) du Règlement administratif et financier, j'ai l'honneur de soumettre à l'approbation du Conseil administratif le rapport annuel sur les activités du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, requis par l'article 6(1)(g) de la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États. Ce quinzième rapport annuel couvre l'exercice allant du 1er juillet 1980 au 30 juin 1981.

Le rapport comprend les états financiers du Centre dûment vérifiés, présentés en vertu de l'article 18 du Règlement administratif et financier.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

H. Golsong
Secrétaire général

Monsieur A. W. Clausen
Président
Conseil administratif
Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements
**Changements dans l’organisation**

Le mandat de M. Broches s’est terminé lors de la clôture de la quatorzième session annuelle du Conseil Administratif. M. Broches occupait le poste de Secrétaire Général depuis l’inauguration du Centre, le 2 février 1967.

Sur proposition de M. Robert S. McNamara, le Conseil Administratif a élut le 2 octobre 1980 et à l’unanimité, M. Heribert Golsong, Vice-Président et Conseiller Juridique de la Banque Mondiale, en tant que Secrétaire Général du Centre.

Le 11 novembre 1980 M. Golsong a désigné, conformément à l’article 8(2) du Règlement Administratif et Financier du CIRDI, M. Georges R. Delaume, Conseiller Juridique Principal de la Banque Mondiale, pour exercer les fonctions de Secrétaire Général pendant son absence ou en cas d’empêchement. Au cas où tant M. Golsong que M. Delaume seraient absents ou empêchés, M. Golsong a désigné Mlle Karin Nordlander, Conseillère au Département Juridique de la Banque Mondiale, pour exercer ces fonctions.

**Membres**

La Convention a été signée par la Barbade le 13 mai 1981 et par le Paraguay le 27 juillet 1981, ce qui a porté à 85 le nombre des États signataires. L’Irlande a déposé son instrument de ratification le 7 avril 1981, ce qui a porté à 79 le nombre des États contractants.

**Activités promotionnelles**

Le Centre a publié une nouvelle brochure (document CIRDI/12) ayant pour but d’intensifier la diffusion d’informations relatives aux avantages de la conciliation et de l’arbitrage CIRDI. La brochure peut être obtenue du Centre sur simple demande.

Le 11 mai 1981 le Centre a organisé un séminaire à Paris, tenu au bureau européen de la Banque Mondiale et ayant pour sujet: “Le CIRDI : Considérations pratiques sur le règlement des différends relatifs aux investissements—Le point de vue des utilisateurs.” Un nombre de chefs d’entreprise, banquiers, juristes et représentants de gouvernements ont participé au séminaire. Cette réunion a permis un échange de vues utile et franc, qui montre que le monde des affaires porte un intérêt significatif au CIRDI.

**Différends soumis au Centre**

Au cours de l’année écoulée, deux affaires se sont terminées par une sentence arbitrale et deux nouvelles affaires ont été enregistrées par le Centre.

Des informations détaillées sur la procédure relative aux affaires soumises au Centre sont reproduites à l’Annexe 6 du présent rapport.

1. Société Ltd. Benvenuti & Bonfanti srl c. Gouvernement de la République populaire du Congo (Affaire ARB/77/2)
   Le 8 août 1980 le Tribunal a rendu une sentence unanime.

2. Guadalupe Gas Products Corporation c. Gouvernement militaire fédéral du Nigéria (Affaire ARB/78/1)
   Le 22 juillet 1980 le Tribunal a rendu une sentence incorporant l’accord des parties concernant le règlement du différend.

3. AMCO Asia Corporation, Pan American Development Ltd. et P.T. AMCO Indonesia c. Gouvernement de l’Indonésie (Affaire ARB/81/1)
Le 24 février 1981 le Centre a reçu une requête introductive d’instance arbitrale. Le Secrétaire Général a enregistré la requête le 27 février 1981.

(4) Klöckner Industrie-Anlagen GmbH,
Klöckner Belge, S.A. et Klöckner
Handelsmaatschappij B.V. c.
République Unié du Cameroun
(Affaire ARB/81/2)

Le 10 avril 1981 le Centre a reçu une requête introductive d’instance arbitrale. Le Secrétaire Général a enregistré la requête le 14 avril 1981.

Finances


Les dépenses du Centre liées aux procédures d’arbitrage en cours sont à la charge des parties, conformément au Règlement Administratif et Financier du Centre. En vertu de ce Règlement, le Secrétaire Général invite les parties à verser de temps à autre des acomptes afin de couvrir ces dépenses.

---

1 Donn le texte figure en Annexe 5 au Premier rapport annuel, sous la cote ACIMRES/3.
Annexe 1

Liste des Etats contractants et signataires de la Convention

(au 1er août 1981)

Les 84 Etats qui figurent sur la liste ci-dessous ont signé la Convention aux dates indiquées. Le nom des 79 Etats qui ont déposé leurs instruments de ratification est en caractères majuscules, et les dates du dépôt ainsi que de l'accession au statut d'Etat contractant par l'entrée en vigueur de la Convention en ce qui concerne chacun d'eux sont également indiquées.  

<table>
<thead>
<tr>
<th>Etat</th>
<th>Signature</th>
<th>Dépôt des instruments de ratification</th>
<th>Entrée en vigueur de la Convention</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>ALLEMAGNE, REPUBLIQUE FEDERALE D'</td>
<td>27jan. 1966</td>
<td>18 avr. 1969</td>
<td>18 mai 1969</td>
</tr>
<tr>
<td>ARABIE SAOUDITE</td>
<td>26 sept. 1979</td>
<td>8 mai 1980</td>
<td>7 juin 1980</td>
</tr>
<tr>
<td>Australie</td>
<td>24 mars 1975</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>AUTRICHE</td>
<td>17 mai 1966</td>
<td>25 mai 1971</td>
<td>24 juin 1971</td>
</tr>
<tr>
<td>BANGLADESH</td>
<td>20 nov. 1979</td>
<td>27 mars 1980</td>
<td>26 avr. 1980</td>
</tr>
<tr>
<td>Barbade</td>
<td>13 mai 1981</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>BENIN, REPUBLIQUE POPULAIRE DU</td>
<td>10 sept. 1965</td>
<td>6 sept. 1966</td>
<td>14 oct. 1966</td>
</tr>
<tr>
<td>BURUNDI</td>
<td>17 fév. 1967</td>
<td>5 nov. 1969</td>
<td>5 déc. 1969</td>
</tr>
<tr>
<td>CAMEROUN</td>
<td>23 sept. 1965</td>
<td>3 jan. 1967</td>
<td>2 fév. 1967</td>
</tr>
<tr>
<td>COMORES</td>
<td>26 sept. 1978</td>
<td>7 nov. 1978</td>
<td>7 déc. 1978</td>
</tr>
<tr>
<td>CONGO, REPUBLIQUE POPULAIRE DU</td>
<td>27 déc. 1965</td>
<td>23 juin 1966</td>
<td>14 oct. 1966</td>
</tr>
<tr>
<td>COTE D'IVOIRE</td>
<td>30 juin 1965</td>
<td>16 fév. 1966</td>
<td>14 oct. 1966</td>
</tr>
<tr>
<td>DANEMARK</td>
<td>11 oct. 1965</td>
<td>24 avr. 1966</td>
<td>24 mai 1966</td>
</tr>
<tr>
<td>EGYPTE, REPUBLIQUE ARABE D'</td>
<td>11 fév. 1972</td>
<td>3 mai 1972</td>
<td>2 juin 1972</td>
</tr>
<tr>
<td>ETATS-UNIS D'AMERIQUE</td>
<td>27 août 1965</td>
<td>10 juin 1966</td>
<td>14 oct. 1966</td>
</tr>
<tr>
<td>Ethiopie</td>
<td>21 sept. 1965</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>FIDJI</td>
<td>1er jul. 1977</td>
<td>11 août 1977</td>
<td>10 sept. 1977</td>
</tr>
<tr>
<td>FINLANDE</td>
<td>14 juil. 1967</td>
<td>9 jan. 1969</td>
<td>8 fév. 1969</td>
</tr>
<tr>
<td>GABON</td>
<td>21 sept. 1965</td>
<td>4 août 1966</td>
<td>14 oct. 1966</td>
</tr>
<tr>
<td>GAMBIE</td>
<td>1er oct. 1974</td>
<td>27 août 1974</td>
<td>26 jan. 1975</td>
</tr>
<tr>
<td>GHANA</td>
<td>26 juil. 1965</td>
<td>13 août 1966</td>
<td>14 oct. 1966</td>
</tr>
<tr>
<td>GRECE</td>
<td>16 mars 1966</td>
<td>21 août 1966</td>
<td>21 mai 1969</td>
</tr>
<tr>
<td>GUINEE</td>
<td>27 août 1968</td>
<td>4 août 1968</td>
<td>4 déc. 1968</td>
</tr>
<tr>
<td>GUYANE</td>
<td>3 août 1969</td>
<td>11 août 1969</td>
<td>10 août 1969</td>
</tr>
<tr>
<td>HAUTE-VOLTA</td>
<td>16 août 1965</td>
<td>29 août 1966</td>
<td>14 oct. 1966</td>
</tr>
<tr>
<td>Iles Salomon</td>
<td>12 nov. 1979</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>INDONESIE</td>
<td>16 août 1968</td>
<td>28 août 1968</td>
<td>28 août 1968</td>
</tr>
<tr>
<td>IRLANDE</td>
<td>30 août 1966</td>
<td>7 août 1981</td>
<td>7 mai 1981</td>
</tr>
<tr>
<td>Israël</td>
<td>16 juin 1980</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>ITALIE</td>
<td>18 août 1965</td>
<td>29 mars 1971</td>
<td>28 août 1971</td>
</tr>
<tr>
<td>JAMAIQUE</td>
<td>23 juin 1965</td>
<td>9 août 1966</td>
<td>14 oct. 1966</td>
</tr>
<tr>
<td>JAPON</td>
<td>23 sept. 1965</td>
<td>17 août 1967</td>
<td>16 sept. 1967</td>
</tr>
</tbody>
</table>

1 La Convention fut signée au nom de la République de Chine le 13 janvier 1966 et fut ratifiée le décembre 1966. Lors de sa quatrième session annuelle, tenue le 2 octobre 1966, le Conseil administratif a examiné une communication reçue de la République populaire de Chine, à décidé que la République de Chine serait retirée de la liste des Etats contractants et a noté qu'en attendant que le Gouvernement de la République populaire de Chine ait étudié la possibilité d'adhérer à la Convention, la Chine n'était pas Etat contractant.
2 Lors du dépôt de son instrument de ratification, l'Allemagne a déclaré que la Convention s'appliquait également au Land Berlin.
3 Par notification reçue le 10 mai 1968 le Danemark a exclu les Iles Féroé; par notification reçue le 30 octobre 1968 le Danemark a étendu l'Application de la Convention aux Iles Féroé à compter du 1er janvier 1968.

(à suivre)
Annexe 1 (suite)

<table>
<thead>
<tr>
<th>État</th>
<th>Signature</th>
<th>Dépôt des instruments de ratification</th>
<th>Entrée en vigueur de l'Convéntion</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>KENYA</td>
<td>24 mai 1966</td>
<td>3 janv. 1967</td>
<td>2 fév. 1967</td>
</tr>
<tr>
<td>KOWEIT</td>
<td>9 fév. 1978</td>
<td>2 fév. 1979</td>
<td>4 mars 1979</td>
</tr>
<tr>
<td>LESOTHO</td>
<td>19 sept. 1968</td>
<td>8 juil. 1969</td>
<td>7 août 1969</td>
</tr>
<tr>
<td>LIBERIA</td>
<td>3 sept. 1965</td>
<td>16 juin 1970</td>
<td>16 juin 1970</td>
</tr>
<tr>
<td>MADAGASCAR</td>
<td>1er juin 1966</td>
<td>6 sept. 1966</td>
<td>14 oct. 1966</td>
</tr>
<tr>
<td>MALAISIE</td>
<td>22 oct. 1965</td>
<td>8 août 1966</td>
<td>14 oct. 1966</td>
</tr>
<tr>
<td>MALAWI</td>
<td>9 juin 1966</td>
<td>23 août 1966</td>
<td>14 oct. 1966</td>
</tr>
<tr>
<td>MALI</td>
<td>9 avr. 1976</td>
<td>3 jan. 1978</td>
<td>2 fév. 1978</td>
</tr>
<tr>
<td>MAURITANIE</td>
<td>30 juil. 1965</td>
<td>11 jan. 1966</td>
<td>14 oct. 1966</td>
</tr>
<tr>
<td>NEPAL</td>
<td>28 sept. 1965</td>
<td>7 jan. 1966</td>
<td>6 fév. 1966</td>
</tr>
<tr>
<td>NIGER</td>
<td>23 août 1965</td>
<td>14 nov. 1966</td>
<td>14 déc. 1966</td>
</tr>
<tr>
<td>NIGERIA</td>
<td>13 juil. 1965</td>
<td>23 août 1965</td>
<td>14 oct. 1966</td>
</tr>
<tr>
<td>NORVÈGE</td>
<td>24 juin 1966</td>
<td>16 août 1967</td>
<td>15 sept. 1967</td>
</tr>
<tr>
<td>OUGANDA</td>
<td>7 juin 1966</td>
<td>7 juin 1966</td>
<td>14 oct. 1966</td>
</tr>
<tr>
<td>PAKISTAN</td>
<td>6 juil. 1965</td>
<td>15 sept. 1966</td>
<td>15 oct. 1966</td>
</tr>
<tr>
<td>PARAGUAY</td>
<td>27 juil. 1981</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>PHILIPPINES</td>
<td>26 sept. 1978</td>
<td>17 nov. 1978</td>
<td>17 déc. 1978</td>
</tr>
<tr>
<td>REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE</td>
<td>26 août 1965</td>
<td>23 fév. 1966</td>
<td>14 oct. 1965</td>
</tr>
<tr>
<td>ROUMANIE</td>
<td>6 sept. 1974</td>
<td>12 sept. 1975</td>
<td>12 oct. 1975</td>
</tr>
<tr>
<td>RWANDA</td>
<td>21 avr. 1978</td>
<td>15 oct. 1979</td>
<td>14 nov. 1979</td>
</tr>
<tr>
<td>SÉNÉGAL</td>
<td>26 sept. 1966</td>
<td>21 avr. 1967</td>
<td>21 mai 1967</td>
</tr>
<tr>
<td>SIERRA LEONE</td>
<td>27 sept. 1965</td>
<td>2 août 1966</td>
<td>14 oct. 1966</td>
</tr>
<tr>
<td>SINGAPOUR</td>
<td>2 fév. 1968</td>
<td>14 oct. 1968</td>
<td>13 nov. 1968</td>
</tr>
<tr>
<td>SOMALIE</td>
<td>27 sept. 1965</td>
<td>29 fév. 1968</td>
<td>30 mars 1968</td>
</tr>
<tr>
<td>SOUASILAND</td>
<td>3 nov. 1970</td>
<td>14 juin 1971</td>
<td>14 juil. 1971</td>
</tr>
<tr>
<td>SOUDAN</td>
<td>15 mars 1957</td>
<td>9 avr. 1973</td>
<td>9 mai 1973</td>
</tr>
<tr>
<td>SRI LANKA</td>
<td>30 août 1967</td>
<td>12 oct. 1967</td>
<td>11 nov. 1967</td>
</tr>
<tr>
<td>SUISSE</td>
<td>22 sept. 1967</td>
<td>15 mai 1968</td>
<td>14 juin 1968</td>
</tr>
<tr>
<td>TCHAD</td>
<td>12 mai 1966</td>
<td>29 août 1966</td>
<td>14 oct. 1966</td>
</tr>
<tr>
<td>TRINITE-ET-TOBAGO</td>
<td>5 oct. 1965</td>
<td>3 jan. 1967</td>
<td>2 fév. 1967</td>
</tr>
<tr>
<td>TUNISIE</td>
<td>5 mai 1965</td>
<td>22 juin 1966</td>
<td>14 oct. 1966</td>
</tr>
</tbody>
</table>

4 Jusqu'à l'indépendance de Maurita, le 12 mars 1968, la ratification du Royaume-Uni s'y appliquait.
5 Lors du dépôt de son instrument de ratification, la Nouvelle-Zélande a, en vertu de l'Article 70 de la Convention, exclu de son champ d'application les Îles Cook, Niué et Tokelau. 
6 Les Pays-Bas, lors du dépôt de leur instrument de ratification, ont limité l'application de la Convention au Royaume en Europe. Par une notification reçue le 22 mai 1970, les Pays-Bas ont retiré cette limitation et ont ainsi étendu l'application de la Convention au Suriname et aux Antilles néerlandaises. Le Suriname étant devenu indépendant le 25 novembre 1975, la Convention a cessé d'être applicable au Suriname à cette date.

7 Le Royaume-Uni, en vertu de l'Article 70 de la Convention, exclut de son champ d'application les territoires figurant ci-dessus pour les relations internationales dans lesquelles il est responsable: Jersey, Île de Man, Rhodésie du Sud, Bœuf, Territoire britannique de l'Océan Indien, îles Pitcairn, Territoire antarctique britannique, Zones des bâches souveraines à Chypre, et Nouvelles-Véritables. Par une notification reçue le 27 juin 1979 le Royaume-Uni a étendu l'application de la Convention à Jersey à compter du 1er juillet 1979.
8 Jusqu'à l'indépendance du Souaziland le 6 septembre 1968, la ratification du Royaume-Uni s'y appliquait.
Annexe 2

Membres du Conseil administratif et principaux fonctionnaires du Centre

(au 30 juin 1981)

<table>
<thead>
<tr>
<th>État</th>
<th>Président du Conseil administratif</th>
<th>Représentant</th>
<th>Suppléant</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>AFG</td>
<td>Abdul Wali</td>
<td>Khair Mohammad Sultan</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>ALG</td>
<td>Hans Matthijsen</td>
<td>Rainer Offergeld</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>ARE</td>
<td>Sheikh Mohammad Abakhalh</td>
<td>Sheikh Hamad Saul Al-Sayari</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>AUT</td>
<td>Herbert Salcher</td>
<td>Hans Seidel</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>BAN</td>
<td>Saifur Rahman</td>
<td>A. M. A. Munir</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>BEL</td>
<td>R. Vandepitte</td>
<td>Cecil de Strycker</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>BEN</td>
<td>Abou Bakar Balo-Mourou</td>
<td>Q. K. J. Masire</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>BOT</td>
<td>M. D. Mokama</td>
<td>Anselme Habonimana</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>BUL</td>
<td>Andrii Biluy</td>
<td>Louis-Claude Nyasa</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CAM</td>
<td>Youssoufa Douado</td>
<td>E. Hadjipanayyolou</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CHY</td>
<td>A. C. Aftentiou</td>
<td>S. Mohamed Asirid-Dine</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CÔTES-VIET</td>
<td>Said Kile</td>
<td>Andre Batanga</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CÔTE</td>
<td>Seung-Yun Lee</td>
<td>Joon-Sung Kim</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>DÉN</td>
<td>Abdoulaye Koné</td>
<td>Léon Naka</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>DJI</td>
<td>Kjell Ølsen</td>
<td>Magens Tsekas</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>EGY</td>
<td>Abdel Razak Abdel Meguid</td>
<td>M. Sama Koraieh</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>ETH-OPT</td>
<td>Donald T. Regan</td>
<td>Richard N. Cooper</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>FIN</td>
<td>Charles Walker</td>
<td>Winston Thompson</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>FRN</td>
<td>Renaud de la Genière</td>
<td>Annick Srarfa</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>GAB</td>
<td>Pascal Rze</td>
<td>Gabriel Letort</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>GAM</td>
<td>Sahrour S. Sallay</td>
<td>J. Félix Mamelepot</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>GHÀ</td>
<td>George Bennet</td>
<td>Ebenzer Larkey Nyakotey</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>GRÉ</td>
<td>Stavros Dimas</td>
<td>Georgie Souilas</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>GUI</td>
<td>Mohamed Lamine Touna</td>
<td>Kessou Bah</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>HAM</td>
<td>Hugh D. Hoyte</td>
<td>Clarice Ellis</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>HUT</td>
<td>Sarto Mamadou</td>
<td>Cyril Qounongoua</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>IND</td>
<td>Rachmat Saleh</td>
<td>Soegito Sastromidjojo</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>IRL</td>
<td>John Bruton</td>
<td>Thomas F. O'Coileigh</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>ISL</td>
<td>Tomás Amason</td>
<td>Ragnar Arnalds</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>ITA</td>
<td>Carlo Ciampi</td>
<td>Felice Ruggiero</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>JAM</td>
<td>E. P. G. Seaga</td>
<td>Horace Barber</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>JPN</td>
<td>Michio Watanabe</td>
<td>Haruo Mayakawa</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>JORD</td>
<td>Maha Salim Odeh</td>
<td>Mohammad Salam Horani</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>KEN</td>
<td>Njiri Kibaki</td>
<td>H. M. Mule</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>KWT</td>
<td>Abdaljil Ali Al-Hamad</td>
<td>Faisal Al-Khaled</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>LEI</td>
<td>E. R. Sakhonova</td>
<td>M. P. Selvanathan</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>LIB</td>
<td>Togba-Nah Tipot</td>
<td>John G. Bestman</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>LUX</td>
<td>Ernest Muelhern</td>
<td>Raymond Korsch</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>MAD</td>
<td>Rakotoavo Razakaboana</td>
<td>Reajona Andrmanansonj</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>MAL</td>
<td>Teungu Razaiegh Hamzah</td>
<td>Tan Sri Thong Yaw Hiong</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>MAL</td>
<td>L. Chakakala Chizaya</td>
<td>S. M. Kakrhwe</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>MAI</td>
<td>Mohamed Mohamed Ag Hamani</td>
<td>Ibrahim Biccar Ba</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>MAR</td>
<td>Abdelkader Renhaye</td>
<td>Abdelkader Benlimane</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>MAU</td>
<td>Rabirhisham Ghydrburun</td>
<td>Madhukarilal Baguir</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>MAR</td>
<td>Abderrahman Boubou Farba</td>
<td>M'rabir R. G. Cheikh Bouma</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>NÉP</td>
<td>Yadv Prasad Pant</td>
<td>Goraksha Bahadur N. Pradhan</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>NIG</td>
<td>Hamid Aljibab</td>
<td>Brahim Mamane</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>NIGER</td>
<td>Mamady Wane</td>
<td>Amedoua Thomas</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>NOR</td>
<td>Rolf Søndal</td>
<td>René Jordet</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>NOU</td>
<td>B. V. Gavlin</td>
<td>C. A. Terry</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>OUG</td>
<td>Apollo Milton Opute</td>
<td>Robert E. Ekini</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>PAK</td>
<td>Ghulam Isagh Khan</td>
<td>Ejaz Ahmed Naja</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>PAP</td>
<td>John Ruchet Kaputin</td>
<td>Mezerene Mora</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>PASY-BATE</td>
<td>A. J. M. M. van der Stee</td>
<td>J. de Koning</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>PHIL</td>
<td>Colas E. A. Virata</td>
<td>Jaime C. Lay</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>RÉP</td>
<td>Eugene Celestin M Bedo</td>
<td>Zoingoula Abé</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>ROM</td>
<td>Pierre Giga</td>
<td>Georghe Popestcu</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>ROYA</td>
<td>Gordon Richardson</td>
<td>Sir Douglas Weiss</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>RWAND</td>
<td>Denis Nillirungkabuzi</td>
<td>Jean-Damascene Munyarukik</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>SAM</td>
<td>Vaovasamahana R. P. Phillips</td>
<td>Meliwa Iulaih Toma</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>SEN</td>
<td>Louis Alexandre</td>
<td>Maiti Sany</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>SÉN</td>
<td>Maxime Fery</td>
<td>Robert W. J. Grandcourt</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>SÉY</td>
<td>Same Sama Banya</td>
<td>J. Amara-Bangali</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>SIERRA</td>
<td>Hon Sul Sén</td>
<td>J. Y. M. Pillay</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>SINGAPOUR</td>
<td>Mahmoud Mohamed Nur</td>
<td>Timothy M. J. Zewde</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>SOMAL</td>
<td>Abdullah Ahmad Addou</td>
<td>Muhirghi Mohamed Ahmed</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>SOUT</td>
<td>V. E. Sichonzie</td>
<td>W. M. Tukarakana</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>SOUD</td>
<td>Nasser Elid Mustafa</td>
<td>Hans Blix</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>STH</td>
<td>Ronne de Mei</td>
<td>Peter Vogler</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>SOUDAN</td>
<td>Rolf Winten</td>
<td>Gali Gata Ngote</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>SPECT</td>
<td>Raymond Frobb</td>
<td>E. K. Agbondi</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>TCH</td>
<td>Nangbelt Kolaya</td>
<td>F. Barsoti</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>TOGO</td>
<td>Koudjou Roupou</td>
<td>Moncef Zafrane</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>TUN</td>
<td>George Chambov</td>
<td>Gavre Popovic</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>YI</td>
<td>Mansour Moalla</td>
<td>Bazunduma Mbandantu Lubumbuli</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>YUGoslavie</td>
<td>Petar Kostic</td>
<td>Fied Kuzagia</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>ZAF</td>
<td>Namwisi Ma Koy</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>ZAM</td>
<td>Kobby K. S. Musokotwane</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

1. Les élections des personnels délégués du non sont suivi d'un astérisque (*). Les représentants et suppléants indiqués sont, respectivement, Gouverneurs du Gouvernement Suppléant de la Banque, membres de plein droit du Conseil administratif, en vertu de l'article 4(2) de la Convention.
Annexe 3

Listes de conciliateurs et d'arbitres

(au 30 juin 1981)

Partie I. Autorité ayant procédé aux désignations: Président du Conseil administratif

<table>
<thead>
<tr>
<th>Liste*</th>
<th>NOM**</th>
<th>Titre</th>
<th>Expiration du mandat***</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>A</td>
<td>Mr. A. BROCHES</td>
<td>Counsellor at Law; Past Vice-President, World Bank; Past Secretary-General, ICSID</td>
<td>3 oct. 1986</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Partie II. Autorité ayant procédé aux désignations: Etat contractant

<table>
<thead>
<tr>
<th>ETAT CONTRACTANT</th>
<th>NOM**</th>
<th>Titre</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>ALLEMAGNE, REPUBLIQUE FEDERALE D'</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>Dr. Ernst G. BROEDER</td>
<td>Vorstandsmitglied KfW</td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>Dr. Ottoarndt GLOSSNER</td>
<td>Rechtsanwalt und Notar</td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>Dr. Theodor HEINSIUS</td>
<td>Chief Corporation Lawyer, Dresdner Bank AG</td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>Dr. Prof. Dr. Günther JAENICKE</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>Dr. Paul KREBS</td>
<td>Generalbevollmächtigter, Deutsche Bank AG</td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>Dr. Guenther SCHMIDT-RAENTSCH</td>
<td>Director of the Department for Civil Law, Federal Ministry of Justice</td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>Mr. Rüdiger VON TRESCKOW</td>
<td>Geschäftsinhaber der Berliner Handels- und Frankfurter Bank</td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>Dr. Hans A. WUTTKE</td>
<td>Executive Vice President, International Finance Corporation</td>
</tr>
</tbody>
</table>

AUTRICHE

| C     | Dr. Ladislaus BLASCHEK | Bundeskammer der gewerblichen Wirtschaft |
| C     | Dr. Helmut HASCHEK | Chairman, Board of Executive Directors, Oesterreichische Kontrollbank AG |
| C     | Dr. Demetre KALUSSIS | Em. Professor, Wirtschaftsuniversität |
| C     | Dr. Werner MELIS | Director, Austrian Federal Economic Chamber of Commerce |
| C     | Dr. Wolfgang OEHLER | Chief Manager, International Division, Oesterreichische Landesbank AG |
| A     | Dr. Philipp RIEGER | Board of Directors, Oesterreichische Nationalbank |
| A     | Dr. Guido Nikolaus SCHMIDT-CHIARI | Member of the Board, Creditanstalt-Bankverein |
| A     | Dr. Fritz SCHOENNERR | Professor, University of Vienna |

BELGIQUE

| A | Baron Hubert J. N. ANSIAUX | Gouverneur honoraire de la Banque Nationale de Belgique |

(à suivre)

* C = Conciliateur; A = Arbitre.
** A moins qu'une note n’indique le contraire, toute personne dont le nom figure sur ces listes est un ressortissant de l’Etat contractant qui l’a désignée.
*** Conformément à l’article 19(3) de la Convention, les personnes portées sur les listes dont le mandat est venu à expiration, continuent d’y figurer jusqu’à désignation de leur successeur.
<table>
<thead>
<tr>
<th>ÉTAT CONTRACTANT</th>
<th>NOM** Titre</th>
<th>Expiration du mandat***</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>BELGIQUE (suite)</td>
<td>C M. Paul H. F. CALLEBAUT&lt;br&gt;Président de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie</td>
<td>12 avril 1985</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>C M. André DEQUAE&lt;br&gt;Ancien Ministre, Président honoraire de la Chambre des Représentants</td>
<td>12 avril 1985</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>A M. Franz DE VOGHEL&lt;br&gt;Président de l'Institut de Réescompte et de Garantie</td>
<td>17 juin 1983</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>A M. Robert F. HENRION&lt;br&gt;Professeur d'Université</td>
<td>6 juin 1983</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>C M. Maurits NAESSENS&lt;br&gt;Président honoraire de la Banque de Paris et des Pays-Bas, Belgique</td>
<td>12 avril 1985</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>C Professeur F. ROGIERS&lt;br&gt;Professeur à l'Université de Gand</td>
<td>17 juin 1983</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>A Baron J. VAN HOUTTE&lt;br&gt;Ministre d'État et Ancien Premier Ministre</td>
<td>6 juin 1983</td>
</tr>
<tr>
<td>BENIN, REPUBLIQUE POPULAIRE DU</td>
<td>C M. Antoine BOYA&lt;br&gt;Administrateur civil en retraite</td>
<td>30 novembre 1981</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>C M. Pierre A. M. Fourn&lt;br&gt;Président honoraire de la Chambre de Commerce et d'Industrie</td>
<td>30 novembre 1981</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>A Me Louis IGNATIO-PINTO&lt;br&gt;Juge à la Cour Internationale de Justice</td>
<td>30 novembre 1981</td>
</tr>
<tr>
<td>CHYPRE</td>
<td>CA Mr. Nicos G. DIMITRIOU&lt;br&gt;Former Ambassador of Cyprus</td>
<td>5 septembre 1985</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>CA Mr. Paschalas L. PASCHALIDES&lt;br&gt;Executive Chairman, Hellenic Mining Co., Ltd.</td>
<td>5 septembre 1985</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>CA Mr. Christos G. TORNARITIS&lt;br&gt;Attorney-General</td>
<td>5 septembre 1985</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>CA Mr. Michael A. TRIANTAFYLLIDES&lt;br&gt;President, Supreme Court</td>
<td>5 septembre 1985</td>
</tr>
<tr>
<td>COREE, REPUBLIQUE DE</td>
<td>A Mr. Tae Soo CHONG&lt;br&gt;Attorney at Law</td>
<td>10 mars 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>C Mr. Soo Chang CHUNG&lt;br&gt;Chairman, Doosan Group of Companies</td>
<td>10 mars 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>C Mr. Chong Dae KIM&lt;br&gt;Chairman, Dae-jeon Leather Industrial Co., Ltd.</td>
<td>10 mars 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>A Dr. Jisu KIM&lt;br&gt;Professor, Hankuk University of Foreign Studies</td>
<td>10 mars 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>C Dr. Tae Hee LEE&lt;br&gt;Attorney-at-Law</td>
<td>10 mars 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>A Mr. Pomsik OH&lt;br&gt;President, Stella Korea Ltd.</td>
<td>10 mars 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>C Dr. Ei Whan PAI&lt;br&gt;President, Korea Overseas Economic Research Institute</td>
<td>10 mars 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>A Dr. Joon Mo YANG&lt;br&gt;Attorney-at-Law</td>
<td>10 mars 1986</td>
</tr>
<tr>
<td>ÉTAT CONTRACTANT</td>
<td>NOM **</td>
<td>Expiration du mandat***</td>
</tr>
<tr>
<td>------------------</td>
<td>--------</td>
<td>------------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>Danoë</td>
<td>Mr. I. FOIGHEL</td>
<td>20 sept. 1985</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Professor, LL.D.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. Henning KROG</td>
<td>20 sept. 1985</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>High Court Judge</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. Hans TOPSØE-JENSEN</td>
<td>20 sept. 1985</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>President, Maritime and Commercial Court</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. Jørgen TROLLE</td>
<td>20 sept. 1985</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Retired President of the Supreme Court</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>États-Unis d'Amérique</td>
<td>Mr. James Coffin GREENE</td>
<td>16 mars 1987</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Attorney</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. Peter H. KAMINER</td>
<td>16 mars 1987</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Attorney</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. Bayless Andrew MANNING</td>
<td>16 mars 1987</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Attorney</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. Myres Smith McDougAL</td>
<td>16 mars 1987</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Professor of Law at Yale University</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mrs. Soli MENTSCHIKOFF</td>
<td>16 mars 1987</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Dean of the University of Miami (Florida) Law School</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. Seymour Jeffrey RUBIN</td>
<td>16 mars 1987</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Professor of Law at American University</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. Oscar SCHACHTER</td>
<td>16 mars 1987</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Professor of Law at Columbia University</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. Detlev Frederick VAGTS</td>
<td>16 mars 1987</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Professor of Law at Harvard University</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Fidji</td>
<td>Mr. Cyril Donald AIDNEY</td>
<td>31 juil. 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Chartered Accountant, Resident Partner, Wilberfoss &amp; Aidney</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. Qorniasi BALE</td>
<td>31 juil. 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Solicitor General</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. Gerald S. W. BARRACK</td>
<td>31 juil. 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Chartered Accountant, Managing Director of Stinson Pearce Group</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. Kishore GOVIND</td>
<td>10 mars 1987</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Judge of the Supreme Court</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. M. S. Sahu KHAN</td>
<td>31 juil. 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Barrister and Solicitor</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. Arthur Dignan LEYS</td>
<td>31 juil. 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Barrister and Solicitor; Partner of legal firm of Munro, Leys &amp; Co.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. G. MISHRA</td>
<td>31 juil. 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Judge of the Supreme Court</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. Monosee QIONIBARAVI</td>
<td>31 juil. 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Managing Director of Naviti Investments Ltd.; Speaker in the House of Representatives</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Finlande</td>
<td>Dr. Bengt H. G. A. BROMS</td>
<td>6 déc. 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Professor of International and Constitutional Law, University of Helsinki</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>France</td>
<td>M. Jean-Jacques de BRESSON</td>
<td>11 mars 1987</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Conseiller d'État</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>M. CHABRAND</td>
<td>11 mars 1987</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Conseiller à la Cour de Cassation</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

(à suivre)
<table>
<thead>
<tr>
<th>État contractant</th>
<th>Nom**</th>
<th>Titre</th>
<th>Expiration du mandat***</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>FRANCE (suite)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>M. René Jean DUPUY</td>
<td>Professeur, Faculté de Droit et des Sciences économiques de Nice</td>
<td>11 mars 1987</td>
</tr>
<tr>
<td>C A</td>
<td>M. Paul J. M. REUTER</td>
<td>Professeur, Université de Droit, d’Économie et de Sciences sociales de Paris</td>
<td>11 mars 1987</td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>M. Henry TOUBAS</td>
<td>Avocat Général à la Cour de Cassation</td>
<td>11 mars 1987</td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>M. Michel VRALLY</td>
<td>Professeur à l’Université de Droit, d’Économie et de Sciences sociales de Paris</td>
<td>11 mars 1987</td>
</tr>
<tr>
<td>GABON</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C A</td>
<td>M. Léon AUGE</td>
<td>Ministre délégué à la Présidence de la République</td>
<td>24 juin 1978</td>
</tr>
<tr>
<td>C A</td>
<td>M. Jean-Pierre LEMBOUMBA</td>
<td>Commissaire au Plan</td>
<td>24 juin 1978</td>
</tr>
<tr>
<td>C A</td>
<td>M. Marc MBA-NDONG</td>
<td>Secrétaire Général du Ministère des Affaires Économiques, du Commerce et de l’Économie Rurale</td>
<td>24 juin 1978</td>
</tr>
<tr>
<td>C A</td>
<td>M. Jean François NTOUTOUME</td>
<td>Secrétaire Général du Conseil Gabonais des Chargés</td>
<td>24 juin 1978</td>
</tr>
<tr>
<td>GHANA</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>The Hon. Mr. Justice I. K. ABBAN</td>
<td>High Court Judge</td>
<td>30 juin 1983</td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>Mr. A. E. ANIN</td>
<td>Barrister-at-Law</td>
<td>30 juin 1983</td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>Mr. J. ARTHUR</td>
<td>Barrister-at-Law</td>
<td>30 juin 1983</td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>Dr. S. K. B. ASANTE</td>
<td>Senior Adviser, UN Centre on Transnational Corporations</td>
<td>30 juin 1983</td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>The Hon. Mr. Justice G.R.M. FRANCOIS</td>
<td>Judge of the Supreme Court</td>
<td>30 juin 1983</td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>Dr. G. KORANTENG-ADDOW</td>
<td>Barrister-at-Law</td>
<td>30 juin 1983</td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>Mr. T. A. TOTOE</td>
<td>Barrister-at-Law</td>
<td>30 juin 1983</td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>Mr. C. B. K. ZWENNES</td>
<td>Barrister-at-Law</td>
<td>30 juin 1983</td>
</tr>
<tr>
<td>GUINEE</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C A</td>
<td>Mr. Damou SACKO</td>
<td>Directeur des Affaires Juridiques à la Présidence de la République</td>
<td>15 jan. 1987</td>
</tr>
<tr>
<td>C A</td>
<td>Mr. M. Mamba SANO</td>
<td>Assistant, Institut National de Recherches Scientifiques</td>
<td>15 jan. 1987</td>
</tr>
<tr>
<td>GUYANE</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>Mr. Hubert Oswald Earle BARKER, A.A.</td>
<td>Retired Secretary to the Treasury</td>
<td>17 juin 1980</td>
</tr>
<tr>
<td>HAUTE-VOLTA</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C A</td>
<td>M. James LECARDEUR</td>
<td>Inspecteur Général d’Etat</td>
<td>31 mai 1973</td>
</tr>
<tr>
<td>C A</td>
<td>M. Hyacinthe OUEDRAOGO</td>
<td>(à suivre)</td>
<td>31 mai 1973</td>
</tr>
</tbody>
</table>

1 Nationalité française.
### Haute-Volta (suite)

<table>
<thead>
<tr>
<th>ETAT CONTRACTANT</th>
<th>NOM**</th>
<th>Titre</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>INDONESIE</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C A</td>
<td>M. K. Lazare SORE</td>
<td>Directeur du Commerce, Ministère des Finances et du Commerce</td>
</tr>
<tr>
<td>C A</td>
<td>M. Charles S. TRAORE</td>
<td>Président de la Cour Suprême</td>
</tr>
<tr>
<td>C A</td>
<td>Mr. R. HERTATIJANTO</td>
<td>Retired Alternate Governor, Bank Indonesia</td>
</tr>
<tr>
<td>C A</td>
<td>Prof. Dr. Abdurraasyid PRIYATNA</td>
<td>Professor of International and Air and Space Law</td>
</tr>
<tr>
<td>C A</td>
<td>Prof. Dr. Rochmat SOEMITRO</td>
<td>Professor of Tax Law</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### Jamaïque

<table>
<thead>
<tr>
<th>ETAT CONTRACTANT</th>
<th>NOM**</th>
<th>Titre</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>C</td>
<td>Mr. Carlton ALEXANDER</td>
<td>Managing Director, Grace Kennedy &amp; Co., Ltd.</td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>Mr. Christopher BOVELL</td>
<td>Attorney-at-Law</td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>Mr. Oswald H. DUNN</td>
<td>Attorney-at-Law</td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>Mr. A. B. EDWARDS</td>
<td>Attorney-at-Law</td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>Mr. R. N. A. HENRIQUES</td>
<td>Attorney-at-Law</td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>Mr. Mayer MATALON</td>
<td>Director, Industrial Commercial Developments</td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>Mr. Ken RATTRAY</td>
<td>Privy Councillor</td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>Mr. Ronald WILLIAMS</td>
<td>Attorney-at-Law</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### Japon

<table>
<thead>
<tr>
<th>ETAT CONTRACTANT</th>
<th>NOM**</th>
<th>Titre</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>C</td>
<td>Mr. Morihisa EMORI</td>
<td>Director General, Center for Foreign Trade Study</td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>Mr. Sumio HARA</td>
<td>Advisor/Consultant, The Bank of Tokyo</td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>Mr. Ichiro KATO</td>
<td>Professor, University of Tokyo</td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>Mr. Taichi MATSUO</td>
<td>President, Marubeni Corporation</td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>Mr. Hisashi MURATA</td>
<td>Director-General, Japan External Trade Organization</td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>Mr. Takao NAGATA</td>
<td>Chairman, Hitachi-Shipbuilding &amp; Engineering Co., Ltd.</td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>Mr. Tohru NAKAGAWA</td>
<td>Judge, Permanent Arbitration Court</td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>Mr. Naokado NISHIHARA</td>
<td>President, Dai-ichi Fire &amp; Marine Insurance Co., Ltd.</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### Jordanie

<table>
<thead>
<tr>
<th>ETAT CONTRACTANT</th>
<th>NOM**</th>
<th>Titre</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>C A</td>
<td>Mr. Ahmad T. AL-KHALIL</td>
<td>Advocate</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Exp. mandat***

- Haute-Volta: 31 mai 1973
- Indonésie: 5 août 1985
- Jamaïque: 27 mai 1987
- Japon: 23 déc. 1986
- Jordanie: 9 juil. 1985

(à suivre)
<table>
<thead>
<tr>
<th>ÉTAT CONTRACTANT</th>
<th>NOM**</th>
<th>Titre</th>
<th>Expiration du mandat***</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>JORDANIE (suite)</td>
<td>C A</td>
<td>Mr. Faq Farah HALAZUN</td>
<td>9 juil. 1985</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>C A</td>
<td>Dr. Hisham R. HASHEM</td>
<td>9 juil. 1985</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>C A</td>
<td>Mr. Omar NABULSI</td>
<td>9 juil. 1985</td>
</tr>
<tr>
<td>KENYA</td>
<td>A</td>
<td>Mr. B. Mareka GECAGA</td>
<td>13 fév. 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>A</td>
<td>Mr. James F. H. HAMILTON</td>
<td>13 fév. 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>C</td>
<td>Mr. Brian H. HOBSON</td>
<td>13 fév. 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>C</td>
<td>Mr. Samuel N. WARUHIU</td>
<td>13 fév. 1986</td>
</tr>
<tr>
<td>LESOTHO</td>
<td>C A</td>
<td>The Hon. Mr. Justice J. T. MAPETLA</td>
<td>16 août 1980</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>C A</td>
<td>The Hon. Mr. Justice M. P. MOFOKENG</td>
<td>2 mai 1983</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>C</td>
<td>Mr. T. T. THAHANE</td>
<td>16 août 1980</td>
</tr>
<tr>
<td>LUXEMBOURG</td>
<td>C A</td>
<td>Dr. jur. Ernest ARENDT</td>
<td>30 déc. 1981</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>C A</td>
<td>M. Alex BONN</td>
<td>30 déc. 1981</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>C A</td>
<td>M. Joseph KAUFFMAN</td>
<td>30 déc. 1981</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>C A</td>
<td>M. Fernand ZURN</td>
<td>30 déc. 1981</td>
</tr>
<tr>
<td>MADAGASCAR</td>
<td>A</td>
<td>M. Césaire MANJAKAVELO</td>
<td>9 juil. 1987</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>A</td>
<td>M. Henri RAHARIAONA</td>
<td>9 juil. 1987</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>C</td>
<td>M. Honoré RAKOTOMANANA</td>
<td>8 juin 1983</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>A</td>
<td>M. Justin RAKOTONIaina</td>
<td>9 juil. 1987</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>C</td>
<td>M. Raymond RANJEVA</td>
<td>9 juil. 1987</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>C</td>
<td>M. Yves Marcel RAZANAMASY</td>
<td>9 juil. 1987</td>
</tr>
<tr>
<td>MAROC</td>
<td>C A</td>
<td>M. Bensalem AHMED</td>
<td>22 août 1980</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>C A</td>
<td>M. Abdellaziz A. FILALI</td>
<td>22 août 1980</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>C A</td>
<td>M. Othmane SLIMANI</td>
<td>22 août 1980</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>C A</td>
<td>M. Ahmed ZEGHARI</td>
<td>22 août 1980</td>
</tr>
</tbody>
</table>
Annexe 3 (suite)

<table>
<thead>
<tr>
<th>État Contractant</th>
<th>Nom** Titre</th>
<th>Expiration du mandat***</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>MAURICE</td>
<td>Mr. Jean Marc DAVID, Q.C.</td>
<td>9 juin 1982</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Barrister</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. A. Hamid MOOLLAN</td>
<td>9 juin 1982</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Barrister</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>MAURITANIE</td>
<td>M. Pierre LAMPUE</td>
<td>11 juil. 1973</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Professeur honoraire à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>M. Henry SOLUS</td>
<td>11 juil. 1973</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Professeur honoraire à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>M. Georges E. H. VEDEL</td>
<td>11 juil. 1973</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Professeur à l’Université de Droit, d’Économie et de Sciences Sociales de Paris</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>NIGERIA</td>
<td>Mr. Musa BELLO</td>
<td>21 juin 1983</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Permanent Secretary, Federal Ministry of Finance</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. Adamu CIROMA</td>
<td>21 juin 1983</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Governor of Central Bank of Nigeria</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. H. F. DAVID-WEST</td>
<td>21 juin 1983</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Deputy Solicitor-General of the Federation</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. Justice S. E. J. ECOMA</td>
<td>21 juin 1983</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Judge of the Cross River State</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. Anofi S. GUOBADIA</td>
<td>21 juin 1983</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Chairman/Managing Director, Maiden Electronics Works Ltd.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. O. JEMIYO</td>
<td>21 juin 1983</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Principal State Counsel</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Dr. Michael OMOLAYOLE</td>
<td>21 juin 1983</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Chairman, Lever Brothers Nigeria Limited</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. Kehinde SOFOLO</td>
<td>21 juin 1983</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Private Legal Practitioner</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>NORVEGE</td>
<td>Dr. Per BRUNSVIG</td>
<td>9 oct. 1966</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Doctor of Law; Barrister of the Supreme Court</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. Jens Chr. HAUDE</td>
<td>9 oct. 1966</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Barrister of the Supreme Court</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. Hans M. MICHELS</td>
<td>9 oct. 1966</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Supreme Court Judge</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. Rolf E. RYSSDAL</td>
<td>9 oct. 1966</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Chief Judge of the Supreme Court</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>OUGANDA</td>
<td>Mr. Godfrey L. BINAISA, Q.C.</td>
<td>30 oct. 1973</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. Tom Walter BURUKU</td>
<td>28 mars 1979</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. Y. KYESIMIRA</td>
<td>30 oct. 1973</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Lecturer in Economics, Makerere University</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. C. MBOJANA</td>
<td>30 oct. 1973</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Barrister</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. D. J. K. NABETA</td>
<td>30 oct. 1973</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Managing Director, Nile Breweries, Ltd.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. Semai NYANZI</td>
<td>30 oct. 1973</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Chairman, Uganda Development Corporation</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Dr. J. J. OLOYA</td>
<td>30 oct. 1973</td>
</tr>
</tbody>
</table>

** Nationalité française.
<table>
<thead>
<tr>
<th>ETAT CONTRACTANT</th>
<th>NOM** Titre</th>
<th>Expiration du mandat***</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>PAKISTAN</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>Mr. Mohammad AKRAM</td>
<td>24 oct. 1985</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Retired Judge, Supreme Court of Pakistan</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>Mr. Mohammad Yaqub Ali</td>
<td>24 oct. 1985</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Former Chief Justice of Pakistan</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>Mr. A. K. BROHI</td>
<td>24 oct. 1985</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Senior Advocate, Supreme Court of Pakistan</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>Mr. Malik Mohammad JAFFAR</td>
<td>18 août 1981</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Advocate</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>Mrs. Rashida PATEL</td>
<td>18 août 1981</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Advocate</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>Mr. Syed Shafuddin PIRZADA</td>
<td>24 oct. 1985</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Attorney-General for Pakistan</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>Mr. A. A. ZARI</td>
<td>18 août 1981</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Advocate</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>Mr. Mian ZIAUD-DIN</td>
<td>18 août 1981</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Barrister-at-Law</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>PAYS-BAS</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>Prof. Mr. H. J. HOFSTRA</td>
<td>2 juin 1981</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Em. Professor of Law, University of Leyden</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>Dr. Marius W. HOLTROP</td>
<td>2 juin 1981</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Retired President, De Nederlandsche Bank N.V.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>Prof. Dr. P. KUIN</td>
<td>2 juin 1981</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Professor of General Management at the Erasmus University</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C A</td>
<td>Prof. Mr. P. LIEFTINCK</td>
<td>2 juin 1981</td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>Prof. Dr. Pieter SANDERS</td>
<td>2 juin 1981</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Professor Emeritus at the Law Faculty of the Erasmus University</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>Prof. Dr. J. C. SCHULTSZ</td>
<td>2 juin 1981</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Professor at Erasmus University</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>Mr. C. R. C. WUCKERHELD BISDOM</td>
<td>2 juin 1981</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Barrister</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>PHILIPPINES</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C A</td>
<td>Ms. Lilia BAUTISTA</td>
<td>12 mars 1985</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Assistant Minister, Ministry of Industry</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C A</td>
<td>Mr. Roberto CONCEPCION</td>
<td>12 mars 1985</td>
</tr>
<tr>
<td>C A</td>
<td>Mr. Florentino FELICIANO</td>
<td>12 mars 1985</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Attorney</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C A</td>
<td>Mr. Efren I. PLANA</td>
<td>12 mars 1985</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Commissioner of Internal Revenue</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>M. Célestin GAOMBALE</td>
<td>27 oct. 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Directeur Général de l'UBAC</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>M. Antoine GROTHE</td>
<td>27 oct. 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Procureur Général à la Cour d'Appel</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>M. Albert KOUDA</td>
<td>27 oct. 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Président de la Cour d'Appel</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>M. Joseph MANDE-DJAPOU</td>
<td>27 oct. 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Conseiller à la Cour Suprême</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>M. Léopold SAMBA</td>
<td>27 oct. 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Directeur Général du Commerce</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>M. Levy SOBANGUE</td>
<td>27 oct. 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Conseiller à la Cour Suprême</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
### Annexe 3 (suite)

| État Contractant | Nom||Titre||Date d'Expiry du mandat||
|------------------|-----|-----------------|-----------------|
| **Roumanie**     | A   | Mrs. Florica ANDREIU | Member of the Supreme Court | 4 déc. 1981|
|                  | A   | Mr. Virgil ANTON | Member of the Supreme Court | 4 déc. 1981|
|                  | C   | Mr. Constantin BEJENARU | Counsellor at the Legislative Council | 4 déc. 1981|
|                  | C   | Mr. Nicolae DUTA | Deputy Director, Ministry of Finance | 4 déc. 1981|
|                  | A   | Mr. Ioan FILIP | Counsellor at the Legislative Council | 4 déc. 1981|
|                  | A   | Mr. Teodor PETRESCU | Chief Justice, Constantza County Court | 4 déc. 1981|
|                  | C   | Mr. Teofil POP | Deputy Director, Ministry of Justice | 4 déc. 1981|
|                  | C   | Mr. Romul VONICA | Chief Justice, Jassy County Court | 4 déc. 1981|
| **Royaume-Uni**  | A   | Mr. Maurice E. BATHURST, CMG, CBE, QC | Barrister | 27 avr. 1987|
|                  | C   | Sir Adrian CADDURY | Chairman, Cadbury Schweppes Ltd. | 27 avr. 1987|
|                  | A   | Mr. David A. O. EDWARD, Q.C. | President, Consultative Committee of the Bars and Law Societies of the EEC | 27 avr. 1987|
|                  | C   | Sir Alexander Anthony JARRATT | Chairman and Chief Executive, Reed International | 27 avr. 1987|
|                  | A   | Mr. Elihu LAUTERPACHT, Q.C. | Barrister | 27 avr. 1987|
|                  | A   | Mr. Patrick William MEDD | Recorder of the Crown | 27 avr. 1987|
|                  | C   | Sir Alan (Kér) ROTHNIE | Ambassador (retired) | 27 avr. 1987|
|                  | C   | Mr. A. Maxwell STAMP | Chairman, Maxwell Stamp Associates Ltd. | 27 avr. 1987|
| **Sénégal**      | A   | M. El Hadj Demba DIOP | Directeur du Financement du Plan | 29 jan. 1986|
|                  | A   | M. Tanor Thiendella FALL | Directeur général de l’Union Sénégalaise de Banques | 29 jan. 1986|
|                  | A   | M. Kéba M’BAYE | Président de la Cour Suprême du Sénégal | 29 jan. 1986|
|                  | A   | M. Famara Ibrahima SAGNA | Directeur général de la Banque nationale de développement du Sénégal | 29 jan. 1986|
| **Singapour**    | C A | Mr. Chan Sek KEONG | Member of Military Court of Appeal | 20 mai 1986|
|                  | C A | Mrs. Tan Sook YEE | Associate Professor and Vice Dean, Faculty of Law, University of Singapore | 20 mai 1986|

*Nationalité malaisienne.*
<table>
<thead>
<tr>
<th>ÉTAT CONTRACTANT</th>
<th>NOM**</th>
<th>Expiration du mandat***</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>SRI LANKA</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>Mr. T. MURUGASER</td>
<td>26 fév. 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Director, C. W. Mackie &amp; Co., Ltd.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>Major-General Anton MUTTUKUMARU, OBE, ED</td>
<td>26 fév. 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Retired Government Servant</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>Mr. N. G. P. PANDITHARATNA</td>
<td>26 fév. 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Senior Partner, Ford Rhodes Thornton &amp; Co.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>Mr. A. M. S. PERERA</td>
<td>26 fév. 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Director, Reckitt &amp; Colman of Ceylon, Ltd.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>Mr. E. P. Paul PERERA</td>
<td>26 fév. 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Deputy Director General, Greater Colombo Economic Commission</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>Dr. H. W. TAMBIAN</td>
<td>26 fév. 1986</td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>Mr. K. WIJEWEERA</td>
<td>26 fév. 1986</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>SUEDE</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>Mrs. Birgitta BLOM</td>
<td>25 sept. 1985</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Justice, Svea Court of Appeal</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>Mr. Gunnar GLIMSTEDT</td>
<td>25 sept. 1985</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>General Counsel and Director of Aktiebolaget SKF</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>Mr. Hans HERRLIN</td>
<td>25 sept. 1985</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Executive Vice President, A. Johnson and Co.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>Mr. Ove KJELLGREN</td>
<td>25 sept. 1985</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Vice President Administration, Luossavaara-Kirunavaara AB</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>H. E. Gunnar LAGERGREN</td>
<td>25 sept. 1985</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Marshal of the Realm</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>Mr. Sten RUDHOLM</td>
<td>25 sept. 1985</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>President, Svea Court of Appeal</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>Mr. Sten SILJESTRÖM</td>
<td>25 sept. 1985</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Corporate General Counsel and Senior Vice President of ASEA AB</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>Mr. Ivan WALLENBERG</td>
<td>25 sept. 1985</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>President, Supreme Restitution Court for Berlin</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>SUISSE</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>M. Gérard BAUER</td>
<td>31 juil. 1983</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Ancien Ministre plénipotentiaire de Suisse; Président d'honneur de la Fédération horlogère suisse</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>M. R. L. BINDSCHEIDER</td>
<td>9 déc. 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Ancien Ambassadeur et Jurisconsulte du Département fédéral des affaires étrangères</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>M. Pierre CAVIN</td>
<td>31 juil. 1983</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Ancien président du Tribunal fédéral suisse</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>M. Matthias KUMMER</td>
<td>6 avr. 1987</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Secretary of the Vorort of the Swiss Federation of Commerce and Industry</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>M. Pierre A. LALIVE</td>
<td>9 déc. 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Professeur à l'Université de Genève et à l'Institut Universitaire de Hautes Études Internationales</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>M. Guido LEPORI</td>
<td>9 déc. 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Ancien Ambassadeur de Suisse</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>Dr. Hugo VON DER CRONE</td>
<td>9 déc. 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Directeur général du Crédit Suisse</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>M. Alfred E. VON OVERBECK</td>
<td>9 déc. 1986</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Professeur et Recteur de l'Université de Fribourg</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>ETAT CONTRACTANT</td>
<td>NOM**</td>
<td>Titre</td>
</tr>
<tr>
<td>------------------</td>
<td>-------</td>
<td>-------</td>
</tr>
<tr>
<td>TOGO</td>
<td>CA</td>
<td>Me Ayité D’ALMEIDA</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>CA</td>
<td>Me Bébi OLYMPIO</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>CA</td>
<td>Me Aregba POLO</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>CA</td>
<td>Me Anafi Ignacio SANTOS</td>
</tr>
<tr>
<td>TUNISIE</td>
<td>A</td>
<td>M. Hamida BEJI</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>C</td>
<td>M. Mohamed BOUSBA</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>A</td>
<td>M. Tijani CHELLI</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>A</td>
<td>M. Hédi ENNEIFAR</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>A</td>
<td>M. Habib GHENIM</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>C</td>
<td>M. Nourreddine KOOBA</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>C</td>
<td>M. Salah Ben MBARKA</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>C</td>
<td>M. Nouri ZARGATI</td>
</tr>
<tr>
<td>YOUGOSLAVIE</td>
<td>CA</td>
<td>Prof. Dr. Ksante BOGOEV</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>CA</td>
<td>Prof. Dr. Stojan CIGOJ</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>CA</td>
<td>Prof. Dr. Aleksandar GOLDSTAJN</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>CA</td>
<td>Prof. Dr. Vladimir JOVANOVIC</td>
</tr>
</tbody>
</table>
### Annexe 4

**Dispositions relatives au CIRDI dans les accords internationaux et les lois nationales relatives aux investissements**

*(au 30 juin 1981)*

#### Partie I: Dispositions relatives au CIRDI dans les accords internationaux

<table>
<thead>
<tr>
<th>Parties contractantes</th>
<th>Dates</th>
<th>Titre abrégé du traité</th>
<th>Référence</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Signature</td>
<td>Application</td>
<td>Entrée en vigueur</td>
</tr>
<tr>
<td>Cameroun/Pays-Bas</td>
<td>26 fév. 1971</td>
<td>12 mars 1971</td>
<td>Echange de lettres, complément à l'Accord de coopération économique et technique</td>
</tr>
<tr>
<td>Parties contractantes</td>
<td>Dates</td>
<td>Titre abrégé du traité</td>
<td>Référence</td>
</tr>
<tr>
<td>-----------------------------------</td>
<td>------------------------------</td>
<td>----------------------------------------------------------------------------------------</td>
<td>------------------------------------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>Corée/Royaume-Uni</td>
<td>4 mars 1976</td>
<td>Promotion et protection des investissements</td>
<td>Kwanbo (Corée) No 7290, 8 mars 1976, p.1885 [Art. 8]</td>
</tr>
<tr>
<td>Côte d’Ivoire/Italie</td>
<td>31 déc. 1971</td>
<td>Protocole additionel à l’Accord de coopération économique et technique</td>
<td>Tractatenblad (Pays-Bas) 1972, No 21 [Art. 2]</td>
</tr>
<tr>
<td>Egypte/Pays-Bas</td>
<td>30 oct. 1976 / 1er jan. 1978</td>
<td>Encouragement et protection réciproque des investissements</td>
<td>Tractatenblad (Pays-Bas) 1977, No 9 [Art. 6]</td>
</tr>
<tr>
<td>Egypte/Roumanie</td>
<td>10 mai 1976 / 22 jan. 1977</td>
<td>Promotion et garantie réciproques des investissements</td>
<td>J.O. (Roumanie) No 93, 4 nov. 1976 [Art. 3]</td>
</tr>
<tr>
<td>Egypte/Yougoslavie</td>
<td>3 juin 1977</td>
<td>Protection des investissements</td>
<td>J.O. (Yougoslavie) 1978 (No 3) [Art. 8]</td>
</tr>
<tr>
<td>Parties contractantes</td>
<td>Dates</td>
<td>Titre abrégé du traité</td>
<td>Référence</td>
</tr>
<tr>
<td>-----------------------</td>
<td>-------</td>
<td>------------------------</td>
<td>-----------</td>
</tr>
<tr>
<td>El Salvador/France</td>
<td>20 sept. 1979</td>
<td>Encouragement et protection réciproques d'investissements</td>
<td>(pas encore paru dans le J.O.) [Art. 8]</td>
</tr>
<tr>
<td>France/Corée (voir Corée/France)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>France/Egypte (voir Égypte/France)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>France/E El Salvador (voir El Salvador/France)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>France/Maurice</td>
<td>22 mars 1973 1er mars 1974</td>
<td>Protection des investissements</td>
<td>J.O. (France) 18 mai 1974, p.5367 [Art. 9]</td>
</tr>
<tr>
<td>France/Paraguay</td>
<td>30 nov. 1978</td>
<td>Encouragement et protection réciproques des investissements</td>
<td>(pas encore paru dans le J.O.) [Art. 8]</td>
</tr>
<tr>
<td>France/Singapour</td>
<td>8 sept. 1975 18 oct. 1976</td>
<td>Encouragement et protection des investissements</td>
<td>J.O. (Singapour) 7 nov. 1975, No T3 [Art. 6, Art. 7(2)] J.O. (France) 12 déc. 1976, p.7150 [Art. 6, Art. 7(2)]</td>
</tr>
<tr>
<td>France/Sri Lanka</td>
<td>10 avr. 1980</td>
<td>Promotion et protection réciproques d'investissements</td>
<td>(pas encore paru dans le J.O.) [Art. 11(2), Art. 12]</td>
</tr>
<tr>
<td>France/Syrie</td>
<td>28 nov. 1977 1er mars 1980</td>
<td>Encouragement et protection réciproques d'investissements</td>
<td>J.O. (France) 8 juin 1980, No 133, p.1416 [Art. 8, Art. 9]</td>
</tr>
<tr>
<td>Parties contractantes</td>
<td>Signature</td>
<td>Dates</td>
<td>Titre abrégé du traité</td>
</tr>
<tr>
<td>-----------------------</td>
<td>-----------</td>
<td>-------</td>
<td>------------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>Gabon/Italie</td>
<td>18 nov. 1968</td>
<td></td>
<td>Protection et promotion des investissements</td>
</tr>
<tr>
<td>Indonésie/Belgique</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>(voir Belgique/Indonésie)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Indonésie/France</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>(voir France/Indonésie)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Israël/Allemagne</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>(voir Allemagne/Israël)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Italie/Côte d'Ivoire</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>(voir Côte d'Ivoire/Italie)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Italie/Gabon</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>(voir Gabon/Italie)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Japon/Egypte</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>(voir Egypte/Japon)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Jordanie/France</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>(voir France/Jordanie)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Kenya/Pays-Bas</td>
<td>11 sept. 1970</td>
<td></td>
<td>Coopération économique</td>
</tr>
<tr>
<td>Parties contractantes</td>
<td>Dates</td>
<td>Titre abrégé du traité</td>
<td>Référence</td>
</tr>
<tr>
<td>----------------------</td>
<td>---------------</td>
<td>-------------------------------------------------------</td>
<td>----------------------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>Malaisie/France</td>
<td></td>
<td>Coopération économique</td>
<td>Tractatenblad (Pays-Bas) 1971,</td>
</tr>
<tr>
<td>(voir France/Malaisie)</td>
<td>15 juin 1971</td>
<td>13 sept. 1972</td>
<td>No 152 [Art. 11]</td>
</tr>
<tr>
<td>Malaisie/Pays-Bas</td>
<td></td>
<td>Promotion et protection des investissements</td>
<td>(pas encore paru dans le J.O.)</td>
</tr>
<tr>
<td>Malaisie/Royaume-Uni</td>
<td>21 mai 1981</td>
<td>Protection mutuelle des investissements</td>
<td>S. Ö. (Suède) 1979:17 [Art. 6]</td>
</tr>
<tr>
<td>Malaisie/Suède</td>
<td>3 mars 1979</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Maroc/France (voir</td>
<td></td>
<td>Coopération économique</td>
<td>Tractatenblad (Pays-Bas) 1972,</td>
</tr>
<tr>
<td>France/Maroc)</td>
<td></td>
<td></td>
<td>No 14 [Art. 13]</td>
</tr>
<tr>
<td>Maroc/Pays-Bas</td>
<td>23 déc. 1971</td>
<td>23 déc. 1971 27 juil. 1978</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Maurice/France (voir</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>France/Maurice)</td>
<td>24 avril 1970</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Ouganda/Pays-Bas</td>
<td></td>
<td>Coopération économique</td>
<td>Tractatenblad (Pays-Bas) 1970,</td>
</tr>
<tr>
<td>Pakistan/Roumanie</td>
<td>21 jan. 1978</td>
<td></td>
<td>No 87 [Art. 12]</td>
</tr>
<tr>
<td>Paraguay/Paraguay</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Paraguay/Royaume-Uni</td>
<td>4 juin 1981</td>
<td>Promotion et protection des investissements</td>
<td>(pas encore paru dans le J.O.)</td>
</tr>
<tr>
<td>(voir France/Paraguay)</td>
<td></td>
<td></td>
<td>Art. 8</td>
</tr>
<tr>
<td>Pays-Bas/Cameroun</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>(voir Cameroun/</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Pays-Bas)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Pays-Bas/Corée</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>(voir Corée/Pays-Bas)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Pays-Bas/Côte d’Ivoire</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>(voir Côte d’Ivoire/</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Pays-Bas)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Pays-Bas/Egypte</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>(voir Égypte/Pays-Bas)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Pays-Bas/Indonésie</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>(voir Indonésie/</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Pays-Bas)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Pays-Bas/Kenya</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>(voir Kenya/Pays-Bas)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Pays-Bas/Malaisie</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>(voir Malaisie/</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Pays-Bas)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Pays-Bas/Maroc</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>(voir Maroc/Pays-Bas)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Pays-Bas/Ouganda</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>(voir Ouganda/Pays-Bas)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Parties contractantes</td>
<td>Dates</td>
<td>Titre abrégé du traité</td>
<td>Référence</td>
</tr>
<tr>
<td>------------------------</td>
<td>-----------------------------</td>
<td>----------------------------------------------------------------------------------------</td>
<td>------------------------------------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>Pays-Bas/Sénégal</td>
<td>1er juil. 1970, 15 fév. 1971</td>
<td>Echange de lettres, complément à l'Accord de coopération économique et technique</td>
<td>Tractatenblad (Pays-Bas) 1971, No 44 [Art. 5 ter]</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>5 oct. 1972, 7 sept. 1973</td>
<td>coopération économique</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>26 avril 1971, 6 juil. 1972</td>
<td>Echange de lettres, complément à la Convention relative à l'encouragement des investissements de capitaux et à la protection des biens</td>
<td>Tractatenblad (Pays-Bas) 1971, No 156 [Art. 3 ter]</td>
</tr>
<tr>
<td>Pays-Bas/Tunisie</td>
<td>16 fév. 1976, 1er avril 1977</td>
<td>Protection des investissements</td>
<td>Tractatenblad (Pays-Bas) 1976, No 40; No 36 du 23 fév. 1977 [Art. 6]</td>
</tr>
<tr>
<td>Roumanie/Allemagne</td>
<td>(voir Allemagne/Roumanie)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>(voir Allemagne/Roumanie)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Roumanie/Allemagne</td>
<td>(voir Allemagne/Roumanie)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>(voir Allemagne/Roumanie)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Roumanie/Égypte</td>
<td>(voir Egypte/Roumanie)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>(voir Egypte/Roumanie)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Roumanie/Égypte</td>
<td>(voir Egypte/Roumanie)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>(voir Egypte/Roumanie)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Roumanie/France</td>
<td>(voir France/Roumanie)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>(voir France/Roumanie)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>(voir France/Roumanie)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Roumanie/Gabon</td>
<td>(voir Gabon/Roumanie)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>(voir Gabon/Roumanie)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Roumanie/Italie</td>
<td>(voir Italie/Roumanie)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>(voir Italie/Roumanie)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Roumanie/Pakistan</td>
<td>(voir Pakistan/Roumanie)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>(voir Pakistan/Roumanie)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Parties contractantes</td>
<td>Dates</td>
<td>Titre abrégé du traité</td>
<td>Référence</td>
</tr>
<tr>
<td>---------------------------------------</td>
<td>----------------</td>
<td>------------------------------------------------------------</td>
<td>----------------------------------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>Roumanie/Soudan</td>
<td>8 déc. 1979</td>
<td>Promotion et garantie réciproques des investissements</td>
<td>J.O. (Roumanie) No 97, 8 déc. 1979, p.52 [Art. 4]</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>5 déc. 1979</td>
<td>de capitaux</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Roumanie/Sri Lanka</td>
<td>9 fév. 1981</td>
<td>Promotion et garantie mutuelles des investissements</td>
<td>(pas encore paru dans le J.O.) [Art. 7(2)]</td>
</tr>
<tr>
<td>Roumanie/Union économe belgo-</td>
<td>8 mai 1978</td>
<td>Promotion, protection et garantie réciproques des</td>
<td>J.O. (Roumanie), No 19, 5 mars 1979 [Art. 7]</td>
</tr>
<tr>
<td>luxembourgeoise</td>
<td></td>
<td>investissements</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Royaume-Uni/Bangladesh</td>
<td></td>
<td>(voir Bangladesh/Royaume-Uni)</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Royaume-Uni/Corée</td>
<td></td>
<td>(voir Corée/Royaume-Uni)</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Royaume-Uni/Egypte</td>
<td></td>
<td>(voir Egypte/Royaume-Uni)</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Royaume-Uni/Indonésie</td>
<td></td>
<td>(voir Indonésie/Royaume-Uni)</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Royaume-Uni/Jordanie</td>
<td></td>
<td>(voir Jordanie/Royaume-Uni)</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Royaume-Uni/Malaisie</td>
<td></td>
<td>(voir Malaisie/Royaume-Uni)</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Royaume-Uni/Paraguay</td>
<td></td>
<td>(voir Paraguay/Royaume-Uni)</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Royaume-Uni/Philippines</td>
<td></td>
<td>(voir Philippines/Royaume-Uni)</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Royaume-Uni/Roumanie</td>
<td></td>
<td>(voir Roumanie/Royaume-Uni)</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>22 jui. 1975</td>
<td>(Recueil des traités (R.U.) No 151 (1975) CMND 6300)</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>18 déc. 1980</td>
<td>(Art. 8)</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Sénégal/Pays-Bas</td>
<td></td>
<td>(voir Pays-Bas/Sénégal)</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Singapour/France</td>
<td></td>
<td>(voir France/Singapour)</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
### Annexe 4 (suite)

<table>
<thead>
<tr>
<th>Parties contractantes</th>
<th>Dates</th>
<th>Titre abrégé du traité</th>
<th>Référence</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Signature</td>
<td>Application</td>
<td>Entrée en vigueur</td>
</tr>
<tr>
<td>Singapour/Pays-Bas</td>
<td>(voir Pays-Bas/ Singapour)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Singapour/Royaume-Uni</td>
<td>(voir Royaume-Uni/ Singapour)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Singapour/Sri Lanka</td>
<td>(pas encore paru dans le J.O.) [Art. 10]</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Singapour/Union économique belgo-luxembourgeoise</td>
<td>17 nov. 1978</td>
<td>Promotion et protection des investissements</td>
<td>Moniteur Belge (Belgique) 10 mars 1981, p.2722 [Art. 7(2), Art. 9]</td>
</tr>
<tr>
<td>Soudan/France</td>
<td>(voir France/Soudan)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Soudan/Roumanie</td>
<td>(voir Roumanie/Soudan)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Sri Lanka/Corée</td>
<td>(voir Corée/Sri Lanka)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Sri Lanka/Corée</td>
<td>(voir Corée/Sri Lanka)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Sri Lanka/France</td>
<td>(voir France/Sri Lanka)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Sri Lanka/Roumanie</td>
<td>(voir Roumanie/ Sri Lanka)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Sri Lanka/Royaume-Uni</td>
<td>(voir Royaume-Uni/ Sri Lanka)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Sri Lanka/Singapour</td>
<td>(voir Singapour/ Sri Lanka)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Suède/Malaisie</td>
<td>(voir Malaisie/Suède)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Suède/Yugoslavie</td>
<td>10 nov. 1978</td>
<td>Protection mutuelle des investissements</td>
<td>S.Ö. (Suède) 1979:29 [Art. 6, Art. T(1)]</td>
</tr>
<tr>
<td>Syrie/France</td>
<td>(voir France/Syrie)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Tchad/Italie</td>
<td>(voir Italie/Tchad)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Tunisie/France</td>
<td>(voir France/Tunisie)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Tunisie/Pays-Bas</td>
<td>(voir Pays-Bas/Tunisie)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Union économique belgo-luxembourgeoise/Corée</td>
<td>(voir Corée/Union économique belgo-luxembourgeoise)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Parties contractantes</td>
<td>Dates</td>
<td>Titre abrégé du traité</td>
<td>Référence</td>
</tr>
<tr>
<td>------------------------</td>
<td>-------</td>
<td>------------------------</td>
<td>-----------</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Signature</td>
<td>Application</td>
<td>Entrée en vigueur</td>
</tr>
<tr>
<td>Union économique belgo-luxembourgeoise/Egypte</td>
<td>(voir Egypte/Union économique belgo-luxembourgeoise)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Union économique belgo-luxembourgeoise/Roumanie</td>
<td>(voir Roumanie/Union économique belgo-luxembourgeoise)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Union économique belgo-luxembourgeoise/Singapour</td>
<td>(voir Singapour/Union économique belgo-luxembourgeoise)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Yougoslavie/Egypte</td>
<td>(voir Egypte/Yougoslavie)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Yougoslavie/France</td>
<td>(voir France/Yougoslavie)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Yougoslavie/Pays-Bas</td>
<td>(voir Pays-Bas/Yougoslavie)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Yougoslavie/Suède</td>
<td>(voir Suède/Yougoslavie)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Zaire/Belgique</td>
<td>(voir Belgique/Zaire)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Zaire/France</td>
<td>(voir France/Zaire)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
### Annexe 4 (suite)

**Partie II: Dispositions relatives au CIRDI dans les lois nationales relatives aux investissements**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Pays</th>
<th>Titre</th>
<th>Date</th>
<th>Référence</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Afghanistan</td>
<td>Loi sur l'investissement privé étranger et national</td>
<td>20 fév. 1967</td>
<td>J.O. (Afghanistan)</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>20 fév. 1967, No 72 [Art. 19]</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Benin, République populaire du</td>
<td>Ordonnance no 72-1 du 8 janvier 1972 portant code des investissements</td>
<td>8 jan. 1972</td>
<td>J.O. (Benin)</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Décret no 375 de 1977 concernant les règlements relatifs à la loi sur l'investissement de fonds arabes et étrangers et les zones franches</td>
<td>1977</td>
<td>J.O. (Egypte) [Art. 45]</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>1973</td>
<td>No 141 [Art. 11]</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>1978</td>
<td>23 mars 1978 [Art. 20]</td>
</tr>
<tr>
<td>Madagascar</td>
<td>Ordonnance no 73-057 portant code des investissements</td>
<td>15 sept. 1973</td>
<td>J.O. (Madagascar)</td>
</tr>
<tr>
<td>Soudan</td>
<td>Loi de 1980 sur l'encouragement des investissements, décret provisionnel</td>
<td>26 avril 1980</td>
<td>[Section 32]</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>1978</td>
<td>[Art. 26]</td>
</tr>
</tbody>
</table>
Annexe 5

Résolutions du Conseil Administratif

Les résolutions suivantes ont été adoptées par le Conseil administratif au cours de sa quatorzième session annuelle le 2 octobre 1980:

AC(14)/RES/45—APPROBATION DU RAPPORT ANNUEL

Le Conseil Administratif

DÉCIDE

D'approuver le quatorzième rapport annuel sur les activités du Centre, tel qu'il figure dans le texte joint au document AC/80/4.

AC(14)/RES/46—ELECTION DU SECRETAIRE GENERAL

Le Conseil Administratif

DÉCIDE

(a) que M. Heribert Golsong soit élu au poste de Secrétaire Général pour un mandat complet de six ans, de la clôture de la Session annuelle 1980 du Conseil Administratif du Centre à la clôture de la Session annuelle 1986;

(b) que M. Golsong soit autorisé à continuer à exercer ses fonctions au sein du Groupe de la Banque; et

(c) qu'il ne reçoive aucune rémunération du Centre tant qu'il continue à remplir ces fonctions.

AC(14)/RES/47—ADOPOTION DU BUDGET POUR L’EXERCICE 1980

Le Conseil Administratif

DÉCIDE

D'adopter, pour la période allant du 1er juillet 1979 au 30 juin 1980, le budget figurant au paragraphe 2 du document AC/80/1.

CHINE

Le Conseil Administratif

(1) pris note de ce que la Chine n’est pas un État contractant; et

(2) donna des instructions au dépositaire de faire les changements nécessaires à ses dossiers.
Annexe 6

Procédures d’arbitrage
(au 30 juin 1981)

(1) HOLIDAY INNS/OCIDENTAL PETROLEUM c. GOUVERNEMENT MAROCAIN
(Affaire ARB/72/1)

La requête

27 décembre 1971
Le Centre reçoit une requête introduisant une instance d’arbitrage contre le Gouvernement marocain soumise par Holiday Inns, S.A., de nationalité suisse, et Occidental Petroleum Corporation, de nationalité américaine, agissant tant en leur nom qu’en celui de Holiday Inns, Inc., ainsi que de Occidental Hotels of Morocco Inc. et HiSA Marrakech, HiSA Fès, HiSA Tanger et HiSA Casablanca.

Enregistrement

13 janvier 1972
Le Secrétaire général enregistre la requête comme ayant été adressée par Holiday Inns, S.A. et Occidental Petroleum Corporation, et note que ces sociétés ont déclaré qu’elles agissent en leur propre nom et au nom de certaines autres sociétés.

Constitution du Tribunal

15 mars 1972
Le professeur Paul Reuter (français), nommé par le défendeur, accepte sa nomination d’arbitre.

23 mars 1972
Sir John Foster (britannique), nommé par les demandeurs, accepte sa nomination d’arbitre.

28 mars 1972
Le juge Sture Petren (suédois), nommé par les deux autres arbitres, accepte sa nomination de Président du Tribunal.

Découlement de l’instance

16 avril 1972
Session préliminaire du Tribunal à la Haye (les parties n’étant pas présentes).

20 avril 1972
Première session du Tribunal au siège de la Cour permanente d’arbitrage, à La Haye. Le Tribunal fixe, comme délai pour la présentation des conclusions écrites, la date du 20 juin 1972 pour la présentation du mémoire des demandeurs et celle du 20 août 1972 pour la présentation du contre-mémoire du défendeur. Les demandeurs ayant annoncé leur intention de soumettre une requête en mesures conservatoires en vertu de l’article 47 de la Convention, le Tribunal donne aux parties le même délai pour soumettre la requête et presenter la réponse.

16 mai 1972
La requête en mesures conservatoires ayant été reçue par le défendeur ce jour, le 11 juin 1972 devient la date à laquelle le défendeur doit présenter sa réponse.

2 juin 1972
A la requête du défendeur, le Président prolonge le délai de présentation de la réponse jusqu’au 23 juin 1972. (Le défendeur n’a pas présenté de réponse écrite).

15 juin 1972
Les demandeurs ayant fait une requête pour prolongation du délai de présentation de leur mémoire, le Président fixe les nouveaux délais pour le dépôt du mémoire et du contre-mémoire au 20 juillet 1972 et au 20 octobre 1972, respectivement.

1er-2 juillet 1972
1er septembre 1972
Le mémoire des demandeurs est remis au Centre.

29 décembre 1972
Le contre-mémoire du défendeur est remis au Centre. Dans son contre-mémoire, le défendeur présente un déclinaison de compétence conformément à l’article 41(1) du Règlement d’arbitrage.

22 janvier 1973
Ordonnance de procédure prise par le Tribunal à l’effet de suspendre la procédure sur le fond de l’affaire, conformément à l’article 41(3) du Règlement d’arbitrage, et fixant au 1er mars 1973 le délai dans lequel les demandeurs doivent déposer leurs observations sur le déclinaison de compétence.

2 mars 1973
A la requête des demandeurs, le délai dans lequel ils doivent présenter leurs observations sur le déclinaison de compétence est prolongé jusqu’au 13 avril 1973.

13 avril 1973
Les observations des demandeurs au sujet du déclinaison de compétence sont remises au Centre.

19-20 mai 1973
Session du Tribunal (les parties n’étant pas présentes). Le 20 mai 1973 le Tribunal prend une ordonnance rejettant une requête présentée par le défendeur vue de produire oralement des conclusions, et permettant aux parties de déposer d’autres conclusions par écrit, avant le 6 juin 1973 pour le défendeur et avant le 25 juin 1973 pour les demandeurs.

30 juin-1er juillet 1973
Les parties ayant déposé leur conclusions additionnelles dans les délais fixés, le Tribunal se réunit afin de se prononcer sur le déclinaison de compétence. Le 1er juillet 1973 le Tribunal décide (i) qu’il est compétent pour connaître du différend dont il est saisi, (ii) que Holiday Inns, S.A., Occidental Petroleum Corporation et Holiday Inns, Inc. ont qualité pour être parties à la procédure, (iii) que HISA Marrakech, HISA Fès, HISA Tanger et HISA Casablanca n’ont pas qualité pour être parties à la procédure, (iv) que la question de savoir si Occidental Hotels of Morocco, Inc. a qualité pour être partie à la procédure est jointe au fond, et (v) que les parties doivent soumettre une réponse et une réplique sur le fond respectivement le 14 septembre 1973 au plus tard pour les demandeurs et le 30 novembre 1973 au plus tard pour le défendeur.

17 septembre 1973
La réponse des demandeurs sur le fond est remise au Centre.

15 novembre 1973
A la demande du défendeur, le délai pour la présentation de la réplique sur le fond est prolongé jusqu’au 14 décembre 1973.

14 décembre 1973
La réplique du défendeur sur le fond est remise au Centre.

3 janvier 1974
Le Président du Tribunal fait suite à une demande conjointe des parties de différer l’ouverture de la procédure orale afin de leur permettre d’examiner la possibilité d’un règlement à l’amiable.

14 mars 1974
Les audiences sont remises à nouveau par le Président à la requête des demandeurs, le défendeur ne s’y étant pas opposé.

11-12 mai 1974
Session du Tribunal à Paris. Une audience est tenue concernant certains points de droit préliminaires et une décision y relative est rendue le 12 mai 1974. Il est attendu des parties qu’elles conviennent d’un mémoire commun concernant les questions dont le Tribunal doit être saisi.

22-25 août 1974; 16-17 novembre 1974; 19-22 février 1975; et 9, 12 et 13 avril 1975

30 décembre 1975
A la demande des deux parties, le Président prolonge le délai sus-mentionné jusqu’au 28 février 1976.

16 mars 1976
Les parties ayant informé le Tribunal de l’impossibilité de conclure l’accord supplémentaire, le Tribunal rend une nouvelle décision partielle déclarant la résolution de certains liens contractuels entre les parties et invite les parties, si elles désirent modifier leurs conclusions en raison de la décision, de les soumettre au Centre avant le 16 juin 1976.

14 et 15 juin 1976
Les conclusions modifiées du défendeur et des demandeurs, respectivement, sont remises au Centre.
Annexe 6 (suite)

27 juillet 1976

Le Secrétaire Général informe les parties que le Président a appris par Sir John Foster que ce dernier a accepté une nomination comme "outside director" au conseil d'administration d'Occidental Petroleum Corporation, un des demandeurs.

27 septembre 1976

Rencontre de M. Sture Petén avec M. Paul Reuter pour examiner la démission de Sir John Foster qui a été soumise à la condition que les demandeurs nomment son successeur. Ils décident (i) de ne pas tenir compte de la condition fixée à la démission vu que la condition n'est pas jugée valable, et (ii) de ne pas donner l'assentiment du Tribunal à la démission. En conséquence, la procédure est suspendue et la vacance doit être remplie en vertu de l'article 56(3) de la Convention par le Président du Conseil Administratif. Les demandeurs font objection à la décision du Tribunal et réservent leurs droits en la matière.

28 octobre 1976


9 novembre 1976

Le Tribunal rend une ordonnance permettant à chaque partie de soumettre des observations écrites additionnelles sur les conclusions modifiées de l'autre partie au plus tard le 31 décembre 1976.

14 décembre 1976

La procédure est suspendue suite au décès du Président du Tribunal, M. Sture Petén.

31 décembre 1976

Les observations écrites additionnelles de chaque partie sur les conclusions modifiées de l'autre partie sont remises au Centre.

14 avril 1977

Reprise de la procédure suite à l'acceptation par S. E. Gunnar Lagergren (suédois) de sa nomination comme Président du Tribunal par le Président du Conseil Administratif en vertu de l'article 11 du Règlement d'arbitrage.

20 juin 1977

Rencontre de S. E. Gunnar Lagergren avec le Secrétaire général pour préparer la suite de l'instance.

2-3 décembre 1977

Le Tribunal arbitral reconstitué tient ses premières délibérations à Paris. Le Tribunal examine les dernières pièces soumises par les parties ainsi que les réponses écrites des parties à certaines questions que leur avait posées le Tribunal. À l'issue de ces délibérations, une décision et ordonnance de procédure est rendue, par laquelle le Tribunal décide de reprendre l'instance au point où elle était parvenue avant le décès de M. Petén, Président du Tribunal. Dans le cadre de cette décision et ordonnance de procédure, le Tribunal demande que soient soumises les déclarations de contribution financière des parties.

23-24 janvier 1978

Audience à Paris devant le Tribunal. Le Tribunal, outre les déclarations de contribution financière, examine une série de demandes incidentes remises par les demandeurs. Après que le Tribunal s'est prononcé sur ces demandes incidentes, les demandeurs remettent au Secrétaire général une demande d'annulation de la décision et ordonnance de procédure de la séance précédente concernant la poursuite de l'instance. Le Secrétaire général déclare qu'il n'a pas authority pour enregistrer la demande d'annulation car la Convention ne prévoit que l'annulation des sentences et aucune sentence n'a été rendue. Les demandeurs présentent alors de nouvelles demandes en vue de la suspension de l'instance. Le Tribunal ordonne que l'instance se poursuive comme prévue. Les demandeurs recueillent les décisions du Tribunal et du Secrétaire général en réservant leurs droits à cet égard.

28 avril 1978

Le Président rencontre les conseillers des deux parties à Stockholm. Une nouvelle ordonnance de procédure est rendue qui indique le déroulement ultérieur de l'instance et demande que de nouvelles demandes révisées soient soumises par les parties avant la reprise des audiences en septembre 1978.

21-22 août 1978

Après réception des demandes requises dans le cadre de l'ordonnance de procédure précédente, le Centre reçoit une communication conjointe de toutes les parties informant le Tribunal du règlement à l'arbitrage du différend et demandant au Tribunal de prendre note de la fin de l'instance par voie d'ordonnance, conformément à l'article 43(1) du Règlement d'arbitrage.
Désistement de la procédure

17 octobre 1978

Le Tribunal rend une ordonnance de procédure prenant note de la fin de l’instance.

(2) ADRIANO GARDELLA Spa c. GOUVERNEMENT DE COTE D’IVOIRE
(Affaire ARB/74/1)

La requête

6 mars 1974

Le Centre reçoit une requête introduisant une instance d’arbitrage contre le Gouvernement de Côte d’Ivoire soumise par Adriano Gardella Spa, société de nationalité italienne.

Enregistrement

6 mars 1974

Le Secrétaire général enregistre la requête.

Constitution du Tribunal

11 juin 1974

Me Dominique Poncet (suisse), nommé par le défendeur, accepte sa nomination d’arbitre.

10 septembre 1974

Me Edouard Zellweger (suisse), nommé par le demandeur, accepte sa nomination d’arbitre.

4 octobre 1974

M. André Panchaud (suisse), nommé par les deux parties, accepte sa nomination de Président du Tribunal.

Déroulement de l’instance

21 octobre 1974

Session préliminaire du Tribunal (les parties n’étant pas présentes).

25 novembre 1974

Session du Tribunal à Genève avec les parties pour effectuer une consultation préliminaire conformément à l’article 20 du Règlement d’arbitrage. Le Tribunal décide qu’il demandeur devra déposer son mémoire au plus tard le 30 décembre 1974 et que le défendeur devra déposer son contre-mémoire au plus tard deux mois après réception du mémoire.

24 décembre 1974

Le Centre reçoit le mémoire du demandeur.

4 mars 1975

À la demande du défendeur le délai dans lequel celui-ci doit déposer son contre-mémoire est prorogé au 31 mars 1975.

21 mars 1975

Le Centre reçoit le contre-mémoire du défendeur qui contient une demande reconventionnelle et un déclara tu partiel de la compétence du Tribunal portant sur certaines conclusions du demandeur.

17 avril 1975

Le Tribunal tient une session et décide d’instruire en priorité les questions de responsabilité soulevées par les soumissions réciproques des parties et demande à celles-ci de limiter leurs réponse et réplique à ces questions. Le Tribunal fixe au 5 juin 1975 le délai pour le dépôt de la réponse du demandeur et au 15 septembre 1975 pour le dépôt de la réplique du demandeur. Eu égard aux aspects techniques de l’affaire, le Tribunal décide d’avoir recours aux services d’un conseiller technique.

3 juin 1975

Le Président, à la requête du demandeur, proroge le délai pour le dépôt de la réponse au 10 juillet 1975.

7 juillet 1975

Le Centre reçoit la réponse du demandeur.

8 juillet 1975

Suspension de l’instance lors du décès de Me Zellweger.

7 août 1975

Reprise de l’instance lors de l’acceptation par M. Jacques-Michel Grossen (suisse) de sa nomination par le demandeur en remplacement de Me Zellweger.

10 septembre 1975

Le Président, à la requête du défendeur, proroge le délai dans lequel celui-ci doit déposer sa réplique au 15 octobre 1975.
Annexe 6 (suite)

14 octobre 1975  
Le Centre reçoit la réponse du défendeur.

19 novembre 1975  
Le Tribunal autorise le demandeur, à la requête de ce dernier, à déposer une courte détermination sur des pièces nouvelles produites par le défendeur avec sa réponse au plus tard le 20 décembre 1975.

20 décembre 1975  
Le Centre reçoit la brève détermination du demandeur sur les pièces nouvelles produites par le défendeur.

14-16 janvier 1976  
Le Tribunal siège à Genève pour l'audition de témoins, et fixe au 3-5 mars 1976 sa prochaine session consacrée à l'audition des témoins qui n'ont pu être entendus lors de la session de janvier.

17 février 1976  
La session du Tribunal prévue pour les 3-5 mars 1976 est reportée à une date ultérieure en raison de la maladie du Président du Tribunal.

11 mars 1976  
Suspension de l'instance lors du décès de M. André Panchaud.

28 avril 1976  
Reprise de l'instance lors de l'acceptation par M. Pierre Cavin (suisse), de sa nomination par les parties pour remplacer M. Panchaud.

29-30 novembre 1976  
Le Tribunal siège à Genève pour l'audition de témoins, et décide de tenir sa prochaine session à Genève les 4, 5 et 7 avril 1977 pour entendre les plaids dorés des parties sur la question de responsabilité.

4 et 7 février 1977  
Session du Tribunal à Genève pour entendre les plaidoiries des parties.

3-4 mars, 5 mai et 22 juin 1977  
Délégations du Tribunal. Après consultation des parties, le Président fait savoir qu'il s'attende à ce que le Tribunal rende sa décision sur la question de responsabilité au début de septembre 1977.

La sentence

29 août 1977  
Le Tribunal arbitral siégeant à Lausanne fait connaître sa sentence unanime. Le Secrétaire général distribue des copies de la sentence aux parties.

13 octobre 1977  
Le Tribunal, ayant été informé par le Secrétaire général d'une erreur de forme dans la sentence, corrige l'erreur dans un corrigendum envoyé aux parties. Le Secrétaire général distribue des copies du corrigendum aux parties.

(3) ALCOA MINERALS OF JAMAICA, INC. c. GOVERNEMENT DE LA JAMAÏQUE  
(Affaire ARB/74/2)

La requête

17 juin 1974  
Le Centre reçoit une requête introduisant une instance d'arbitrage contre le Gouvernement de la Jamaïque soumise par Alcoa Minerals of Jamaica, Inc., de nationalité américaine.

Enregistrement

21 juin 1974  
Le Secrétaire général enregistre la requête.

Constitution du Tribunal

25 octobre 1974  
M. Elhu Lauterpacht, Q.C. (britannique), nommé par le demandeur, accepte sa nomination d'arbitre.

11 novembre 1974  
Le Gouvernement de la Jamaïque n'ayant pas nommé un arbitre, le demandeur adresse au Président du Conseil administratif, en vertu de l'article 38 de la Convention et de l'article 4 du Règlement d'arbitrage, une requête aux fins de nomination de deux arbitres et de désignation de l'un des arbitres comme Président du Tribunal.

13 décembre 1974  
M. Jørgen Trolle (danois), nommé par le Président du Conseil administratif, accepte sa désignation de Président du Tribunal.

14 décembre 1974  
M. Fuad Rouhani (iranien), nommé par le Président du Conseil administratif, accepte sa nomination d'arbitre.
3 février 1975
Le Tribunal donne son assentiment à la démission de M. Elihu Lauterpacht.

27 février 1975
Sir Michael Kerr (britannique), nommé par le demandeur, accepte sa nomination d’arbitre.

Détaillement de l’instance

1er avril 1975
Session préliminaire du Tribunal (les parties n’étant pas présentes).

2-3 avril 1975

5 mai 1975
Le mémoire du demandeur est remis au Centre.

11 juin 1975
Le délai pour le dépôt du contre-mémoire se termine sans que le Centre ait reçu des documents du défendeur.

5-6 juillet 1975
Seconde session du Tribunal (les parties n’étant pas présentes). Le Tribunal décide que cette affaire entre dans la compétence du Centre et que le Tribunal est compétent pour s’occuper du différend. Le Tribunal fixe les délais pour la présentation des conclusions sur les questions de fond: le demandeur devra déposer un mémoire avant le 12 octobre 1975, le défendeur devra déposer un contre-mémoire avant le 19 janvier 1976.

9 septembre 1975
Le demandeur soumet au Centre une requête pour ordonnances de procédure.

29 septembre 1975
Troisième session du Tribunal (les parties n’étant pas présentes). Le Tribunal fait un examen préliminaire de la requête pour ordonnances de procédure soumise par le demandeur.

13 octobre 1975
Le mémoire du demandeur est remis au Centre.

12 novembre 1975
Le Tribunal prend une décision en ce qui concerne la requête du demandeur pour des ordonnances de procédure.

19 janvier 1976
Le délai pour soumettre le contre-mémoire se termine sans que le Centre ait reçu des documents du défendeur.

24-25 janvier 1976
Quatrième session du Tribunal (les parties n’étant pas présentes). Le Tribunal décide, selon la requête du demandeur, de connaître des questions qui lui ont été soumises, conformément à l’article 45 de la Convention. Il décide d’autre part d’inviter le demandeur à présenter ses réponses et commentaires à des questions formulées par le Tribunal.

12 mars 1976

19 mars 1976
Le demandeur soumet une requête pour ajournement de la procédure orale.

27-28 mars 1976
Cinquième session du Tribunal (les parties n’étant pas présentes). Le Tribunal invite le demandeur à soumettre des réponses aux questions supplémentaires du Tribunal et ordonne que la procédure orale ait lieu à Washington, D.C., à partir du 7 septembre 1976.

16 juillet 1976
Le Centre reçoit du demandeur des réponses aux questions du Tribunal et une requête pour ajournement de la procédure orale.

26 juillet 1976
Le Président accorde la requête d’ajournement de la procédure orale. Une nouvelle date sera fixée plus tard.

10 août 1976
Le Centre reçoit du demandeur des réponses additionnelles aux questions du Tribunal.

3 septembre 1976
La procédure orale est fixée au 11 avril 1977 à Washington, D.C.
Désistement de la procédure

22 février 1977
Le Centre reçoit une requête conjointe des parties pour prendre note de la fin de l’instance dans les termes suivants :
"ATTENDU qu’une instance a été engagée par Alcoa Minerals of Jamaica, Inc. contre le Gouvernement de la Jamaïque le 17 juin 1974, et
ATTENDU que le Tribunal a, par décision du 6 juillet 1975, établi que l’objet de l’instance entre dans sa compétence, et
ATTENDU que les parties sont convenues d’un règlement amiable et dès lors d’un désistement mutuel de ladite instance.
EN CONSEQUENCE, Alcoa Minerals of Jamaica, Inc. et le Gouvernement de la Jamaïque, demandent par la présente à l’Honorables Tribunal, conformément à l’article 43, alinéa 1, du Règlement d’arbitrage, de prendre note d’un désistement mutuel de l’instance et de procéder à l’enregistrement de la publication dudit désistement."

26-27 février 1977
Sixième session du Tribunal (les parties n’étant pas présentes). Le Tribunal, par une ordonnance, prend note de la fin de l’instance conformément à l’article 43, alinéa 1, du Règlement d’arbitrage.

(4) KAISER BAUXITE COMPANY c. GOUVERNEMENT DE LA JAMAÏQUE
(Affaire ARB/74/3)

La requête

17 juin 1974
Le Centre reçoit une requête introduisant une instance d’arbitrage contre le Gouvernement de la Jamaïque soumise par Kaiser Bauxite Company, de nationalité américaine.

Enregistrement

21 juin 1974
Le Secrétaire général enregistre la requête.

Constitution du Tribunal

25 octobre 1974
M. Eliehu Lauterpacht, Q.C. (britannique), nommé par le demandeur, accepte sa nomination d’arbitre.

11 novembre 1974
Le Gouvernement de la Jamaïque n’ayant pas nommé un arbitre, le demandeur adresse au Président du Conseil administratif, en vertu de l’article 38 de la Convention et de l’article 4 du Règlement d’arbitrage, une requête aux fins de nomination de deux arbitres et de désignation de l’un des arbitres comme Président du Tribunal.

13 décembre 1974
M. Jørgen Trolle (danois), nommé par le Président du Conseil administratif, accepte sa désignation de Président du Tribunal.

14 décembre 1974
M. Fuad Rouhani (iranien), nommé par le Président du Conseil administratif, accepte sa nomination d’arbitre.

3 février 1975
Le Tribunal donne son assentiment à la démission de M. Eliehu Lauterpacht.

27 février 1975
Sir Michael Kerr (britannique), nommé par le demandeur, accepte sa nomination d’arbitre.

Déroulement de l’instance

1er avril 1975
Session préliminaire du Tribunal (les parties n’étant pas présentes).

2-3 avril 1975
5 mai 1975  
Le mémoire du demandeur est remis au Centre.

11 juin 1975  
Le délai pour le dépôt du contre-mémoire se termine sans que le Centre ait reçu des documents du défendeur.

5-6 juillet 1975  
Seconde session du Tribunal (les parties n’étant pas présentes). Le Tribunal décide que cette affaire entre dans la compétence du Centre et que le Tribunal est compétent pour s’occuper du différend. Le Tribunal fixe les délais pour la présentation des conclusions sur les questions de fond: le demandeur devra déposer un mémoire avant le 12 octobre 1975, le défendeur devra déposer un contre-mémoire avant le 19 janvier 1976.

6 août 1975  

2 janvier 1976  

29 mars 1976  

16 septembre 1976  
A la requête du demandeur, le Président prolonge le délai de présentation du mémoire du 12 octobre 1976 au 1er novembre 1976.

12 octobre 1976  
A la requête du demandeur, le Président prolonge le délai de présentation du mémoire du 1er novembre 1976 au 1er février 1977.

Désistement de la procédure

10 février 1977  
Le demandeur notifie au Tribunal un accord conclu avec la Jamaïque le 2 février 1977 et devant permettre un règlement définitif du différend entre les parties, et demande au Tribunal de prendre note de son désistement de l’instance.

26-27 février 1977  
Troisième session du Tribunal (les parties n’étant pas présentes). Le Tribunal rend une ordonnance de procédure conformément à l’article 44 du Règlement d’arbitrage prenant note de la fin de l’instance.

(5) REYNOLDS JAMAICA MINES, LTD. ET REYNOLDS METALS COMPANY c. GOVERNEMENT DE LA JAMAÏQUE

(Affaire ARB/74/4)

La requête

17 juin 1974  
Le Centre reçoit une requête introduisant une instance d’arbitrage contre le Gouvernement de la Jamaïque soumise par Reynolds Jamaica Mines, Ltd. et Reynolds Metals Company, de nationalité américaine.

Enregistrement

21 juin 1974  
Le Secrétaire général enregistre la requête.

Constitution du Tribunal

25 octobre 1974  
M. Elihu Lauterpacht, Q.C. (britannique), nommé par les demandeurs, accepte sa nomination d’arbitre.

11 novembre 1974  
Le Gouvernement de la Jamaïque n’ayant pas nommé un arbitre, les demandeurs adressent au President du Conseil administratif, en vertu de l’article 38 de la Convention et de l’article 4 du Règlement d’arbitrage, une requête aux fins de nomination de deux arbitres et de désignation de l’un des arbitres comme Président du Tribunal.

13 décembre 1974  
M. Jørgen Trolle (danois), nommé par le Président du Conseil administratif, accepte sa désignation de Président du Tribunal.
Annexe 6 (suite)

14 décembre 1974 M. Fuad Rouhani (iranien), nommé par le Président du Conseil administratif, accepte sa nomination d'arbitre.

3 février 1975 Le Tribunal donne son assentiment à la démission de M. Elhu Lauterbach.

27 février 1975 Sir Michael Kerr (britannique), nommé par les demandeurs, accepte sa nomination d'arbitre.

Déroulement de l'instance

1er avril 1975 Session préliminaire du Tribunal (les parties n'étant pas présentes).


5 mai 1975 Le mémoire des demandeurs est remis au Centre.

11 juin 1975 Le délai pour le dépôt du contre-mémoire se termine sans que le Centre ait reçu des documents du défendeur.

5-6 juillet 1975 Seconde session du Tribunal (les parties n'étant pas présentes). Le Tribunal fixe les délais pour présentation des conclusions supplémentaires sur la question de la juridiction du Centre et de la compétence du Tribunal; les demandeurs devront déposer un mémoire au 9 août 1975, la partie défendeuse devra déposer un contre-mémoire au 13 septembre 1975.

9 août 1975 Le mémoire des demandeurs est remis au Centre.

13 septembre 1975 Le délai pour le dépôt du contre-mémoire se termine sans que le Centre ait reçu des documents du défendeur.

29-30 septembre 1975 Troisième session du Tribunal (les parties n'étant pas présentes). Le Tribunal décide que cette affaire entre dans la compétence du Centre et que le Tribunal est compétent pour s'occuper du différend. Il fixe les délais pour présentation des conclusions sur les questions de fond: les demandeurs devront déposer un mémoire au 5 décembre 1975, le défendeur devra déposer un contre-mémoire au 8 février 1976.


11 février 1977 Le mémoire des demandeurs est remis au Centre.


Désistement de la procédure

21 septembre 1977 Le Centre reçoit une requête de désistement de l'instance adressée par les demandeurs.
23 septembre 1977  La requête de désistement de l’instance adressée par les demandeurs est distribuée aux membres du Tribunal.

12 octobre 1977  Le Tribunal, dans le cadre d’une décision prise à la suite d’un échange de correspondance avec les membres, rend une ordonnance de procédure conformément à l’article 44 du Règlement d’arbitrage prenant note du désistement de l’instance.

(6) GOUVERNEMENT DU GABON c. SOCIETE SERETE S.A.
(Affaire ARB/76/1)

La requête

7 juin 1976  Le Centre reçoit une requête introduisant une instance d’arbitrage contre la Société SERETE S.A., de nationalité française, soumise par le Gouvernement du Gabon.

Enregistrement

5 octobre 1976  Le Secrétaire général enregistre la requête.

Constitution du Tribunal

17 novembre 1976  M. Victor-Gaston Martiny (belge), nommé par le demandeur, accepte sa nomination d’arbitre.

24 novembre 1976  M. Hans Spitznagel (suisse), nommé par le défendeur, accepte sa nomination d’arbitre.

18 février 1977  M. Pierre Tercier (suisse), nommé par les deux parties, accepte sa nomination de Président du Tribunal.

Désistement de la procédure

23 septembre 1977  Le Centre reçoit les demandes conjointes de désistement de l’instance émanant de toutes les parties, fondées sur un règlement à l’amiable du différend.

11 octobre 1977  La demande de désistement de l’instance émanant des parties est distribuée aux membres du Tribunal.

27 février 1977  Le Tribunal, par une ordonnance, à la suite d’un échange de correspondance entre les membres du Tribunal, prend note de la fin de l’instance conformément à l’article 43, alinéa 1, du Règlement d’arbitrage.

(7) AGIP SpA c. GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO
(Affaire ARB/77/1)

La requête

13 octobre 1977  Le Centre reçoit une requête introduisant une instance d’arbitrage contre le Gouvernement de la République populaire du Congo soumis par la Société AGIP SpA, de nationalité italienne.

Enregistrement

4 novembre 1977  Le Secrétaire général enregistre la requête.

Constitution du Tribunal

19 février 1978  M. René-Jean Dupuy (français), nommé par le demandeur, accepte sa nomination d’arbitre.
Annexe 6 (suite)

5 mai 1978
Le Gouvernement de la République populaire du Congo n'ayant pas nommé un arbitre, le demandeur adresse au Président du Conseil administratif, en vertu de l'article 38 de la Convention et de l'article 4 du Règlement d'arbitrage, une requête aux fins de nomination de deux arbitres et de désignation de l'un des arbitres comme Président du Tribunal.

18 juillet 1978

Déroulement de l'instance

20 novembre 1978
Session préliminaire du Tribunal à Paris (sans les parties).

21 novembre 1978

18 janvier 1979
Le défendeur n'ayant pas présenté sa réponse à la requête du demandeur en mesures conservatoires, le Tribunal décide, à la suite d'un échange de correspondance entre ses membres, de prendre les mesures conservatoires.

19 janvier 1979
Le Centre reçoit le mémoire du demandeur.

21 mars 1979
Le Centre reçoit le contre-mémoire du défendeur.

4 avril 1979
Session du Tribunal à Paris, sans les parties, et en l'absence de M. Rouhani, qui a dû retarder son départ d'Iran en raison des événements dans ce pays. Le Secrétaire général est présent. Le Tribunal estime nécessaire que le demandeur soumette une réponse au contre-mémoire avant le 30 avril 1979 et que le défendeur soumette une réplique avant le 28 mai 1978. Le Tribunal fixe au 9 juin 1979 une session au cours de laquelle sera examinée la réponse et la réplique et le Tribunal fixe les 30 et 31 août 1979 comme dates des procédures orales.

9 juin 1979
Le Tribunal, qui a reçu la réponse du demandeur mais n'a pas reçu la réplique du défendeur, se réunit à Genève. La date des procédures orales est confirmée.

30-31 août 1979
Session du Tribunal à Paris, les deux parties étant présentes. Le Tribunal entend des dépositions au nom du demandeur et des exposés par les avocats des deux parties.

La sentence

1er septembre 1979
Le Tribunal, conformément à l'article 38 du Règlement d'arbitrage, déclare l'instance close.

30 novembre 1979
Le Tribunal rend une sentence unanime.

(8) SOCIETE LTD. BENVENUTI & BONFANT srl c. GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO
(Affaire ARB/77/2)

La requête

15 décembre 1977
Le Centre reçoit une requête introduisant une instance d'arbitrage contre le Gouvernement de la République populaire du Congo par la Société Ltd. Benvenuti & Bonfant srl, de nationalité italienne.

Enregistrement

40 15 décembre 1977
Le Secrétaire général enregistre la requête.
Constitution du Tribunal

14 février 1978 M. Rudolf Bystricky (tchéque), nommé par le demandeur, accepte sa nomination d'arbitre.

20 mars 1978 M. Edibert Razafindralambo (malgache), nommé par le défendeur, accepte sa nomination d'arbitre.

9 mai 1978 M. Alex Bonn (luxembourgeois), nommé par le Président du Conseil administratif, accepte sa désignation de Président du Tribunal.


Déroullement de l'instance

21 août 1978 Le Centre reçoit le mémoire du demandeur.

31 octobre 1978 Le défendeur soumet au Tribunal un déclencheur de compétence.

17 novembre 1978 Session préliminaire du Tribunal sans les parties.

16 novembre 1978 Première session du Tribunal à Paris en présence des parties. Le Tribunal suspend la procédure sur le fond, conformément à l'article 41 du Règlement d'arbitrage. Le Tribunal reçoit les commentaires du demandeur en ce qui concerne le déclencheur du défendeur et fixe au 29 décembre 1978 le délai pour la remise, par le défendeur, de ses observations sur les commentaires du demandeur, conformément à l'article 41(3) du Règlement d'arbitrage.

17-19 janvier 1978 Réunion du Tribunal à Paris, sans les parties. Le Tribunal décide que le différend relève de sa compétence et invite le défendeur à remettre un contre-mémoire au plus tard le 8 mars 1979, le demandeur à remettre une réponse au plus tard le 12 avril 1979 et le défendeur à remettre une réplique au plus tard le 22 mai 1979.

12 avril 1979 Le défendeur n'ayant pas remis le contre-mémoire le 8 mars 1979, le Tribunal accorde au défendeur un délai de grâce venant à expiration le 30 avril 1979 pour la remise du contre-mémoire.

30 avril 1979 Le délai de grâce prend fin sans que le Centre ait reçu le contre-mémoire.


6 et 7 mai 1979 Le Tribunal se réunit, les deux parties étant présentes. Le Tribunal entend des dépositions au nom du demandeur et des exposés par les avocats des deux parties. Le Tribunal prend note d'un mémorandum d'accord entre les parties prévoyant un règlement à l'amiable et, à la demande des parties, décide de différer sa sentence jusqu'à la fin d'août 1979.

6 novembre 1979 Le Tribunal, à la demande du défendeur, et après avoir été informé par les parties qu'il n'y a pas eu règlement à l'amiable, convoque les parties pour procédures orales à Paris, les 12 et 13 novembre 1979.


14 novembre 1979 Le Tribunal, conformément à l'article 25 et à l'article 40 du Règlement d'arbitrage invite le défendeur à remettre un contre-mémoire et toutes les réclamations connexes avant le 21 décembre 1979, et le demandeur à remettre ses commentaires à propos de ces réclamations avant le 31 janvier 1980.

27-29 février 1980 Réunion du Tribunal à Paris, sans les parties. Le Tribunal examine le contre-mémoire, les réclamations connexes et les observations remises par les
Annexe 6 (suite)

parties. Le Tribunal rend une ordonnance de procédure prenant note de la fin de l’instance une fois qu’il est établi qu’aucun renseignement supplémentaire n’est nécessaire à la déclaration de sentence.

La sentence

7-8 août 1980
Réunion du Tribunal à Paris, sans les parties. Le Tribunal déclare l’instance close conformément à l’article 38 du Règlement d’arbitrage et rend une sentence unanime.

(9) GUADALUPE GAS PRODUCTS CORPORATION c. GOUVERNEMENT MILITAIRE FÉDÉRAL DU NIGERIA
(Affaire ARB/78/1)

La requête

16 mars 1978
Le Centre reçoit une requête introduisant une instance d’arbitrage contre le Gouvernement militaire fédéral du Nigéria par Guadalupe Gas Products Corporation, de nationalité américaine.

Enregistrement

20 mars 1978
Le Secrétaire général enregistre la requête.

Constitution du Tribunal

22 mars 1978
M. Eliehu Lauterpacht, Q.C. (anglais), nommé par le demandeur, accepte sa nomination d’arbitre.

20 juin 1978
M. Pieter Sanders (néerlandais), nommé par le défendeur, accepte sa nomination d’arbitre.

24 avril 1979
M. Ivan Wallenberg (suédois), nommé par le Président du Conseil administratif, accepte sa désignation de Président du Tribunal.

Déroulement de l’instance

25 avril 1979
La constitution du Tribunal et l’ouverture de l’instance sont notifiées aux parties.

2 juin 1979
Le mémoire du demandeur est remis au Centre.

19 juin 1979
Session préliminaire du Tribunal sans les parties.

20 juin 1979
Première session du Tribunal à la Haye en présence des parties. Le Tribunal ordonne au défendeur de remettre un contre-mémoire avant le 3 octobre 1979.

20 septembre 1979
A la demande du défendeur, le Président repousse au 3 décembre 1979 les délais de remise du contre-mémoire.

3 décembre 1979
Le contre-mémoire du défendeur est remis au Centre.

4 janvier 1980
Le demandeur demande la suspension de l’instance jusqu’à l’application d’un accord de règlement conclu le 14 décembre 1979.

28 avril 1980 et 2 mai 1980
Le défendeur et le demandeur demandent que le Tribunal incorpore l’accord de règlement des parties dans une sentence.

La sentence

19 mai 1980
Les demandes des parties et leur accord de règlement sont distribués aux membres du Tribunal.
22 juillet 1980  
Le Tribunal, conformément à l'article 43(2) du Règlement d'arbitrage, rend une sentence incorporant l'accord des parties concernant le règlement du différend.

(10) AMCO ASIA CORPORATION, PAN AMERICAN DEVELOPMENT LTD, et P.T. AMCO INDONESIA c. GOUVERNEMENT DE L'INDONÉSIE

La requête

24 février 1981  
Le Centre reçoit une requête introduisant une instance d'arbitrage contre le Gouvernement de l'Indonésie soumise par AMCO Asia Corporation, de nationalité américaine, Pan American Development Ltd., de nationalité britannique, et P.T. AMCO Indonesia, de nationalité indonésienne.

Enregistrement

27 février 1981  
Le Secrétaire général enregistre la requête.

(11) KLOCKNER INDUSTRIE-ANLAGEN GmbH, KLOCKNER Beige, S.A. et KLOCKNER Handelsmaatschappij B.V. c. REPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN

La requête

16 avril 1981  
Le Centre reçoit une requête introduisant une instance d'arbitrage contre la République Unie du Cameroun soumise par Klöckner Industrie-Anlagen GmbH, de nationalité allemande, agissant tant en leur nom qu'en celui de Klöckner Beige, S.A., de nationalité belge, et Klöckner Handelsmaatschappij B.V., de nationalité néerlandaise.

Enregistrement

14 avril 1981  
Le Secrétaire général enregistre la requête.

Constitution du Tribunal

12 mai 1981  
Le Centre reçoit la proposition du demandeur en ce qui concerne le mode de constitution du Tribunal.

3 juin 1981  
Le Centre reçoit du défendeur une réponse en ce qui concerne la notification de l'enregistrement et en ce qui concerne la proposition du demandeur pour le mode de constitution du Tribunal.
Annexe 7

Etats financiers
Montants exprimés en dollars EU

Variations du solde du fonds

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Pour l'exercice clos le 30 juin</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>1981</td>
</tr>
<tr>
<td>Contribution de services apportée au Centre par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ...</td>
<td>$ 217,084</td>
</tr>
<tr>
<td>Acomptes versés au Centre par les parties à des procédures d'arbitrage ..................................................</td>
<td>50,000</td>
</tr>
<tr>
<td>Dépenses effectuées pour le compte du Centre par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ...</td>
<td>(217,084)</td>
</tr>
<tr>
<td>Décaissements effectués par le Centre pour financer honoraires et dépenses au titre de procédures d'arbitrage ..................</td>
<td>(44,114)</td>
</tr>
<tr>
<td>Remboursement d'acomptes à des parties à des procédures d'arbitrage ..................................................</td>
<td>(20,827)</td>
</tr>
<tr>
<td>Excès de décaissements sur recettes (recettes sur décaissements) émanant de parties à des procédures d'arbitrage ..................</td>
<td>14,941</td>
</tr>
<tr>
<td>Variation du solde du fonds ..................................................................................................................</td>
<td>$ —</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Composition du solde du fonds

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>30 Juin 1981</th>
<th>30 juin 1980</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Banque .................................................................</td>
<td>$ —</td>
<td>$ 51,465</td>
</tr>
<tr>
<td>Tiers débiteurs (parties à des procédures d'arbitrage) ..........</td>
<td>—</td>
<td>13,436</td>
</tr>
<tr>
<td>Acomptes de parties à des procédures d'arbitrage ................</td>
<td>—</td>
<td>$ 64,905</td>
</tr>
<tr>
<td>Dû à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ..................................................</td>
<td>—</td>
<td>(28,378)</td>
</tr>
<tr>
<td>Solde du fonds ..........................................................................................................................</td>
<td>$ —</td>
<td>$ —</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Note aux états financiers
30 juin 1981 et 30 juin 1980

Le Mémorandum sur les arrangements administratifs conclu entre le Centre et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (la Banque), qui est entré en vigueur le 14 octobre 1966, stipule inter alia que, sauf dans la mesure où le Centre peut s'être fait rembourser par les parties à des procédures les honoraires et frais des membres des commissions de conciliation, des tribunaux arbitraux ou des comités d'arbitres, la Banque fournira gratuitement les services, locaux et matériels suivants:
1) les services de membres du personnel et de consultants;
2) d'autres services administratifs, locaux et matériels, tels que déplacements, communications, bureaux, mobilier, équipement, fournitures et impression.
Le Centre n’a pas de sources propres de recettes. Les dépenses indiquées pour le compte du Centre représentent la valeur des services fournis par la Banque et ne recouvrent que les montants identifiés par celle-ci comme se rapportant directement au Centre; elles ne comprennent donc aucun frais indirect ou généraux. Les contributions indiquées — 217,084 dollars en 1981 et 214,805 dollars en 1980 — représentent la valeur des services fournis par la Banque, diminuée des remboursements effectués par le Centre sur le produit de la vente de ses publications et des droits d’enregistrement. Les dépenses engagées par la Banque pour le compte du Centre se présentent comme suit:

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>1981</th>
<th>1980</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Services du personnel</td>
<td>$133,330</td>
<td>$137,688</td>
</tr>
<tr>
<td>Honoraires de consultants</td>
<td>7,500</td>
<td>31,750</td>
</tr>
<tr>
<td>Services contractuels, déplacements, communications, divers</td>
<td>57,255</td>
<td>34,691</td>
</tr>
<tr>
<td>Imprimerie</td>
<td>24,889</td>
<td>16,371</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td><strong>$222,974</strong></td>
<td><strong>$220,500</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Moins: Remboursements effectués par le Centre sur la vente de ses publications et les droits d’enregistrement  

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>1981</th>
<th>1980</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>5,890</td>
<td>5,695</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td><strong>$217,084</strong></td>
<td><strong>$214,805</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Les dépenses du Centre qui peuvent être attribuées à des procédures d’arbitrage sont à la charge des parties, conformément au Règlement administratif et financier. En vertu de ce Règlement, le Secrétaire général invite les parties à effectuer des acomptes périodiquement afin de couvrir ces dépenses. Les soldes de trésorerie qui apparaissent dans la composition du solde du fonds représentent les acomptes versés par les parties à des procédures et les montants dus à la Banque.

### Publications du CIRDI

Travaux préparatoires de la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États *(4 volumes, anglais, espagnol et français)*

<table>
<thead>
<tr>
<th>N°</th>
<th>Description</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>CIRDI/2</td>
<td>Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États <em>(anglais, espagnol, français)</em></td>
</tr>
<tr>
<td>CIRDI/3/Rev.39</td>
<td>Liste des États contractants et autres signataires de la Convention <em>(anglais, espagnol, français)</em></td>
</tr>
<tr>
<td>CIRDI/4/Rev.1</td>
<td>Règlements <em>(anglais, français)</em></td>
</tr>
<tr>
<td>CIRDI/5/Rev.1</td>
<td>Clauses modèles de consentement à la compétence du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements <em>(anglais, français)</em></td>
</tr>
<tr>
<td>CIRDI/7/Rev.4</td>
<td>Publications du CIRDI <em>(anglais, espagnol, français)</em></td>
</tr>
<tr>
<td>CIRDI/8/Rev.8</td>
<td>Liste des États contractants et des mesures qu'ils ont prises en vertu de la Convention <em>(anglais, français)</em></td>
</tr>
<tr>
<td>CIRDI/9/Rev.6</td>
<td>Dispositions relatives au CIRDI dans les accords internationaux et les lois nationales relatives aux investissements <em>(anglais, français)</em></td>
</tr>
<tr>
<td>CIRDI/10/Rev.2</td>
<td>Liste de conciliateurs et d'arbitres <em>(anglais, français)</em></td>
</tr>
<tr>
<td>CIRDI/11/Rev.1</td>
<td>Mécanisme supplémentaire pour l'administration de procédures de conciliation, d'arbitrage et de constatation des faits <em>(anglais, espagnol, français)</em></td>
</tr>
<tr>
<td>CIRDI/12</td>
<td>Brochure d'information sur le Centre <em>(anglais, espagnol, français)</em></td>
</tr>
</tbody>
</table>
CIRDI

SIEGE:
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C., 20433, U.S.A.

Téléphone: (202) 477-1234
Adresse télégraphique: ICSID